

Subject Files Regarding Social Welfare
Purchase, Distribution, and Delivery of Supplies
c/SOC/533/3 - World Food Programme

03/08/1962 - 31/12/1963

2/3

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES S-0737

BOX 10

FILE 7

ACC. DAG-13/1.6.1.0

DECLASSIFIED

ly French

LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

GENERALITES

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a été institué par l'Organisation des Nations Unies et par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, qui ont défini sa structure et ses activités dans diverses résolutions adoptées à la fin de 1961 et au début de 1962. C'est un organisme conjoint des Nations Unies et de l'OAA, qui fait rapport à chacune de ces deux organisations. Cette caractéristique, qui est exceptionnelle, reflète l'intérêt fondamental de ces organisations pour les deux aspects essentiels du Programme, qui est destiné à apporter une aide sous la forme de produits alimentaires à utiliser pour le développement économique et social. Le Programme a un Conseil de direction, le Comité intergouvernemental, qui se compose de 20 membres choisis de manière à assurer une représentation équilibrée des différents intérêts en présence, et un Directeur exécutif qui est assisté d'un Secrétariat de dimensions modestes. Les ressources proviennent de contributions volontaires qui ont été offertes en septembre 1962 par près de 40 pays membres des Nations Unies et de l'OAA, y compris un certain nombre de pays en voie de développement. La date du commencement des opérations a été fixée au 1er janvier 1963.

La création du Programme alimentaire mondial est le résultat de quinze années d'efforts poursuivis à la fois à l'Organisation des Nations Unies et à l'OAA. L'idée qui est à la base du nouvel organisme est de commencer à apporter, au moyen de la coopération internationale, une réponse constructive au défi que pose au monde moderne le paradoxe de la surabondance d'aliments en certains pays en face de la malnutrition et de la faim qui règnent dans les autres. Le Programme a pour objet d'utiliser les produits alimentaires que certains pays sont disposés à offrir, de manière à aider le développement économique et social des pays qui les recevront. Le Programme fera face aussi à des besoins alimentaires en cas d'urgence. Mais son objectif principal est d'éliminer les facteurs qui ont rendu nécessaire une aide alimentaire; il s'agit de développement et non pas de charité.

Le Programme est expérimental, il se concentre sur l'aide alimentaire, et il a un caractère multilatéral.

Le Programme fonctionnera sur une base expérimentale pour une période de trois années. Ses ressources s'élèvent à environ 90 millions de dollars pour l'ensemble de la période sous forme de produits, de services et de contributions en espèces. Ce chiffre est faible en comparaison des programmes bilatéraux d'aide alimentaire dont le total annuel est de l'ordre de deux milliards de dollars. Mais une gamme étendue de projets pilotes sera expérimentée dans le cadre du PAM en différents pays et dans des conditions d'une grande diversité. Il sera possible de la sorte de clarifier dans quelle mesure et de quelle manière l'aide alimentaire peut être employée sur le plan multilatéral pour le développement économique et social. Une telle expérience n'a jamais été faite jusqu'à présent. Les résultats de ce travail de pionnier doivent permettre de lancer des projets plus ambitieux et sur une échelle plus large. L'ordre de grandeur des besoins et des possibilités futures peut s'évaluer si l'on songe, d'une part, à la pression démographique qui existe dans les pays en voie de développement et à ses effets sur la demande de produits alimentaires et, d'autre part, à l'accroissement de la productivité qui se manifeste dans les pays développés et qui tend à accroître les surplus agricoles.

Le PAM est un programme alimentaire. Les pays bénéficiaires peuvent recevoir des produits alimentaires et cela seulement. La liste des produits que la PAM a le droit de distribuer - s'il les a en stock - comprend: les céréales; les légumineuses et le soya; les produits animaux tels que lait, oeufs, poisson et viande, séchés ou en conserve; les huiles et graisses; le sucre, le café, le cacao et le thé; les tourteaux oléagineux et les céréales fourragères. Le PAM ne peut pas donner de l'assistance technique, du capital ou des devises étrangères. Ceci s'explique par les raisons suivantes. Le PAM a été créé pour démontrer quelles sont les possibilités d'utiliser l'aide alimentaire pour le développement économique; s'il procurait en même temps d'autres formes d'aide, la démonstration serait moins concluante. De plus, les ressources qui ont été offertes au PAM comprennent plus de 70 pour cent de produits; les contributions en services et en espèces qui ont été offertes couvriront à peine les frais de transport maritime des produits et le coût administratif du programme. Enfin, il existe nombre d'autres organisations telles que le Programme élargi d'assistance technique, le Fonds spécial ou l'Association internationale de développement, qui ont été établies, dans le système des Nations Unies, pour donner de l'aide sous forme de capital ou d'assistance technique. Si le PAM pouvait accorder des formes d'aide analogues, il en résulterait des doubles emplois et une confusion dans les attributions respectives des différents organismes.

Le PAM est multilatéral. C'est un organisme du système des Nations Unies. Ses ressources ont été contribuées par de nombreux pays. L'aide alimentaire peut être accordée, dans le cadre du PAM, à tout Etat Membre des Nations Unies ou de l'OAA, ou des deux organisations à la fois. Les produits alimentaires, aussi bien que les espèces et les services qui sont donnés au PAM, forment un pool: le pays donateur ne peut pas exiger que sa contribution soit réservée pour un pays déterminé. Le Programme est également multilatéral en ce sens qu'il n'y a pas de contact entre le pays donateur et le pays bénéficiaire: l'exécution du programme est confiée à un Secrétariat international.

PROJETS AU TITRE DU PAM

Le PAM peut apporter une aide alimentaire à trois types de projets: ceux qui utilisent les aliments comme une aide au développement économique et social, ceux qui concernent l'amélioration de l'alimentation scolaire et pré-scolaire et ceux qui sont destinés à faire face à des besoins alimentaires en cas d'urgence.

A. Projets utilisant les produits alimentaires pour faciliter le développement économique et social

Ces projets sont d'une grande diversité et il n'est possible de donner ici que quelques exemples. Leur point commun est que l'aide alimentaire, dans chacun d'entre eux, a pour effet d'éliminer une partie du coût de projets qui doivent apporter un bénéfice durable à la communauté, tel qu'un accroissement de la production, une plus grande stabilité des prix ou une amélioration du bien-être social.

Les projets de migration et de colonisation agraires peuvent bénéficier d'un apport en produits alimentaires qui permet aux migrants d'utiliser tout leur temps aux activités nécessaires pour mettre en culture de nouvelles étendues de terre. L'aide en produits alimentaires cessera quant la terre aura été mise en état de produire. Pendant le premier stade de la réforme agraire des insuffisances d'approvisionnement peuvent résulter de changements dans les conditions de production. L'aide alimentaire peut permettre de compenser ces insuffisances temporaires.

L'aide alimentaire peut faciliter l'introduction de récoltes nouvelles et plus productives. Elle peut apporter la subsistance nécessaire à des communautés agraires pendant qu'elles sont occupées à modifier leur type de récoltes, à mettre en pâturage des terrains qui se prêtent mieux à cette utilisation qu'à la culture; ou à remplacer par des cultures vivrières le pavot à opium actuellement cultivé pour produire des stupéfiants.

L'aide alimentaire fournie au titre du PAM peut favoriser la production animale par l'introduction d'aliments composés pour le bétail. Ces produits peuvent compléter des produits d'origine locale qui actuellement sont en partie perdus. Il est possible de fabriquer ainsi des aliments composés qui, donnés aux bovins, à la volaille, aux porcins, pourraient constituer la base d'un revenu monétaire suffisant pour que les exploitants locaux continuent ultérieurement leur production, en achetant les aliments et les constituants supplémentaires.

Les projets tendant à la promotion du développement communautaire peuvent être facilités par l'aide alimentaire. Celle-ci peut être fournie par exemple, à titre d'encouragement et de complément à des communautés qui utilisent leur propre main-d'oeuvre et des matériaux locaux pour construire écoles, hôpitaux et routes et exécuter divers types de travaux utiles pour l'ensemble de la communauté. L'aide alimentaire peut être employée dans des projets de drainage et d'irrigation pour couvrir une partie du salaire des travailleurs.

L'aide alimentaire peut être utilisée pour constituer des réserves et permettre de prévenir, sur les marchés locaux, des fluctuations excessives de prix qui nuisent au bien-être de la communauté et, à long terme, à son développement économique.

Pour pouvoir obtenir de l'aide au titre du Programme alimentaire mondial, les projets doivent remplir les conditions suivantes:

(a) Les projets doivent avoir une valeur démonstrative

Il y a lieu de procéder à des expériences multiples et diverses, afin de déterminer quelle influence l'aide alimentaire peut avoir sur le développement économique et social et quels types de projets pourraient être répétés à la même échelle ou à une échelle élargie si des ressources additionnelles devenaient disponibles. La préférence sera, par conséquent, donnée aux projets qui contribuent directement à l'amélioration des conditions de vie d'une communauté locale; dans lesquels l'aide alimentaire

constitue une partie relativement importante du coût total, c'est-à-dire 20 à 30 pour cent au moins; et qui pourraient être répétés dans le même pays ou dans d'autres pays. Etant donné les ressources limitées dont on dispose actuellement, chaque pays ne peut s'attendre à obtenir qu'un nombre modeste de projets, et il est préférable de ne pas présenter plus d'un projet d'un type donné.

(b) Les projets doivent être terminés en trois années ou moins

A la fin d'une période de trois ans il est nécessaire de disposer de résultats qui permettent aux gouvernements de prendre, à la lumière de l'expérience, des décisions pour l'avenir du Programme. C'est pourquoi les projets dans lesquels l'aide alimentaire serait prévue pour une durée supérieure à trois ans ne seront en principe pas retenus et il en est de même pour les projets auxquels le Gouvernement n'attachera pas une forte priorité. La préférence sera donnée aux projets pour lesquels le Gouvernement est prêt à réserver un montant suffisant de ressources, pour l'exécution desquels il existe une organisation administrative, et qui peuvent être démarrés dans un délai de quelques mois. Les projets pour le fonctionnement desquels on dispose immédiatement, ou à brève échéance, de ressources autres que l'aide alimentaire seront préférés, étant donné que le PAM ne peut pas apporter lui-même ces ressources. Lorsqu'on n'aperçoit pas de moyens de financer les coûts qui ne peuvent être couverts sous forme d'aide alimentaire, il peut en pratique s'avérer difficile d'accepter la demande d'aide au titre du PAM, car de longs délais risquent de s'écouler avant que le Gouvernement n'ait pu négocier d'autres sources d'aide.

(c) Les projets ne doivent pas interférer avec les activités commerciales normales

Les produits alimentaires fournis au titre du PAM ne doivent pas remplacer ceux qui sont normalement vendus sur le marché local par les producteurs locaux ou les importateurs. L'allocation d'aide alimentaire au titre du PAM ne doit pas avoir pour effet de créer une concurrence avec des produits similaires offerts par les commerçants traditionnels et de créer une pression à la baisse des prix lorsque ceux-ci sont à un niveau normal. Par exemple, un projet qui tendrait à couvrir une partie des salaires de travailleurs locaux avec de l'aide alimentaire au titre du PAM ne saurait être retenu si ces travailleurs devraient acheter moins de produits alimentaires sur le marché local. D'un autre côté si l'aide alimentaire au titre du PAM permet à ces travailleurs qui étaient précédemment en chômage de manger plus et mieux sans réduire les ventes de produits alimentaires locaux, le projet est alors acceptable. Une conséquence de ce principe est que l'aide alimentaire ne peut pas être vendue pour créer des ressources permettant de financer un projet. Une telle vente affecterait presque inévitablement les activités commerciales. Il y a cependant deux exceptions. Lorsque l'aide alimentaire est utilisée pour stabiliser les prix par l'établissement d'une réserve, il est évident que les produits alimentaires, de par la nature même du projet, peuvent être vendus. L'autre exception est le cas où le produit des ventes d'aliments est consacré à payer les salaires d'ouvriers qui étaient précédemment en chômage et lorsque

ceux-ci utiliseront leur salaire à acheter et à consommer les mêmes quantités de produits alimentaires. Cette seconde exception est toutefois marginale, car dans la plupart des cas il ne sera pas possible d'être certain que les ventes n'auront pas pour résultat de disloquer les prix du marché.

B. Projets favorisant l'alimentation pré-scolaire et scolaire

Les projets tendant à favoriser l'alimentation pré-scolaire et scolaire ne peuvent être considérés comme contribuant d'une manière directe au développement économique. Néanmoins, l'amélioration de l'alimentation des enfants est un véritable investissement qui, à long terme, a sans nul doute une influence sur la croissance de l'économie.

L'assistance aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans est réalisée surtout dans des Centres de protection maternelle et infantile. Dans la plupart des pays en voie de développement, ces Centres n'atteignent pas plus d'un faible pourcentage des mères et des enfants d'âge pré-scolaire. L'aide alimentaire du PAM a pour objet d'améliorer le régime de la plupart ou de toutes les femmes enceintes, ainsi que des jeunes enfants, dans un secteur limité, en utilisant les programmes de développement communautaire, les projets d'aide maternelle et d'économie ménagère et d'autres moyens, en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Les projets d'alimentation scolaire peuvent intéresser aussi bien les enfants qui fréquentent les jardins d'enfants et les écoles primaires que les élèves des écoles secondaires et les étudiants des universités. De nombreuses activités dans ce domaine sont déjà menées sous les auspices d'organismes tels que le FISE, de groupements privés tels que le CARE, et de certains gouvernements. L'aide alimentaire au titre du PAM sera organisée de manière à permettre d'expérimenter divers types d'alimentation et diverses méthodes de distribution. Seront préférés les projets qui permettront d'évaluer l'influence de l'aide alimentaire sur l'assiduité scolaire et la santé des écoliers. Les projets qui sont destinés à améliorer l'alimentation des élèves des écoles secondaires et des étudiants d'université, tels que l'aide aux internats, peuvent aussi bénéficier de l'aide alimentaire. Des projets de ce genre peuvent permettre d'augmenter le nombre des étudiants à l'éducation desquels un gouvernement donné peut contribuer.

C. Projets tendant à fournir une aide alimentaire en cas d'urgence

Ces projets sont exécutés en coopération étroite avec l'OAA. Le PAM dispose d'un "pool" de produits alimentaires qu'il peut utiliser avec le minimum de délai dans des cas d'urgence. Pour assurer le fonctionnement du programme au cours de la première année, jusqu'à 25 pour cent des produits qui ont été contribués par les gouvernements seront réservés pour des interventions d'urgence.

Les cas d'urgence dans lesquels l'aide alimentaire peut être appliquée comprennent des pénuries d'approvisionnement résultant de causes imprévues ou incontrôlables, tels que tremblements de terre, inondations et sécheresse, aussi bien qu'afflux de réfugiés. Le PAM, cependant, ne peut être considéré comme un moyen d'obtenir de façon suivie des réserves alimentaires en vue de remédier à des pénuries qui ne seraient pas le résultat de désastres inattendus. La malnutrition chronique ne peut trouver son remède que dans des mesures de développement économique en général et de développement agricole en particulier.

Des réserves alimentaires sur une base locale ou nationale peuvent également être établies au titre du PAM comme un moyen de combattre les famines qui résultent de désastres naturels. Etant donné les ressources réduites dont on dispose, les projets de ce type ne peuvent être mis en oeuvre que dans des zones limitées où l'établissement d'une réserve alimentaire de dimensions modestes peut cependant être efficace ou bien dans le cas où les apports au titre du PAM peuvent être complétés par des stocks fournis au titre d'accords bilatéraux.

PROCEDURES

La demande pour une aide en produits alimentaires au titre du Programme alimentaire mondial doit être faite par le Gouvernement du pays où le projet sera mis en oeuvre. Elle est envoyée au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial. Quand il y a un Représentant Résident du Bureau d'Assistance Technique dans le pays, la demande est envoyée par son intermédiaire. S'il n'y a pas de Résident, la demande est envoyée directement au siège du PAM. La demande est accompagnée d'un "pro forma", qui donne des indications détaillées sur le projet.

La préparation de la demande est faite à l'initiative et sous la responsabilité du Gouvernement. Le Représentant Résident du BAT et le Représentant de l'OAA dans le pays, qui sont familiers avec les procédures et l'organisation du PAM, pourront naturellement donner des conseils, s'ils sont consultés. Dans certains cas, un groupe d'études pourra être envoyé par le Directeur exécutif dans le pays, afin d'aider à la préparation du projet. De même, il sera possible d'aider le Gouvernement, s'il le désire, à découvrir des sources de financement pour la partie du projet qui ne sera pas couverte par l'aide alimentaire. Il s'agit, cependant, seulement d'aide et il appartient au Gouvernement de trouver lui-même les sources de financement et de décider des aspects substantiels du projet proposé.

La demande, une fois reçue à Rome, est examinée par le Secrétariat du PAM. Le Directeur exécutif peut approuver et engager des projets de diverses catégories, en anticipant l'approbation du Comité intergouvernemental lorsque la valeur de l'aide alimentaire au titre du PAM dans le projet considéré n'excède pas 500.000 dollars. Les autres projets demandent l'approbation préliminaire du Comité intergouvernemental. Si la demande est approuvée, un accord est signé par le Directeur exécutif avec le Gouvernement concerné. L'accord contient des arrangements détaillés pour l'exécution du projet.

La responsabilité pour l'exécution du projet appartient au pays qui reçoit l'aide alimentaire. C'est à lui de prendre en charge le stockage, le transport et la distribution des produits alimentaires une fois que ceux-ci ont été apportés à la frontière du pays. Le coût du transport, des assurances, etc., jusqu'à l'arrivée des produits alimentaires aux frontières est couvert par le PAM. En ce qui concerne le transport et la distribution des produits alimentaires dans le pays, le Directeur exécutif apporte son assistance au Gouvernement et il s'assure que les aliments fournis au titre du PAM atteignent bien leur destination et que le gaspillage et les pertes sont réduits au minimum. Son représentant local effectue cette tâche en coopération étroite avec le Représentant Résident du BAT et le Représentant de l'OAA dans le pays.

Le Programme alimentaire mondial fonctionne en collaboration et en liaison étroite avec la Campagne mondiale contre la faim de l'OAA, le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, le Fonds spécial des Nations Unies, et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Des relations étroites sont également maintenues avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNESCO et d'autres Agences spécialisées du système des Nations Unies, aussi bien qu'avec les différentes organisations intergouvernementales et non-gouvernementales. Dans la plupart des projets mis en oeuvre par le PAM, au moins une de ces organisations, et généralement plusieurs d'entre elles, sont activement associées.

Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial est M. A.H. Boerma, des Pays-Bas. Le siège de l'Organisation est situé dans le bâtiment de l'OAA, Viale delle Terme di Caracalla, à Rome (Italie)

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

DE L'ONU ET DE LA FAO

FORMULE-TYPE POUR LA PRESENTATION D'UN PROJET

EN VUE D'OBTENIR UNE AIDE

Pays

Titre du projet : _____

Localité : _____

Date de présentation : _____

1. Description du projet

Donner une description détaillée du projet et en expliquer les buts. Les points à traiter sont notamment les suivants :

- a) QUEL PROBLEME LE PROJET SE PROPOSE-T-IL DE RESOUDRE ?
- b) QUELLE ZONE LE PROJET VISE-T-IL ? EST-IL POSSIBLE DE LA DELIMITER SUR UNE CARTE APPROPRIEE ?
- c) QUELS TYPES D'ACTIVITES SE PROPOSE-T-ON D'ENTREPRENDRE ET COMBIEN DE PERSONNES Y SERONT-ELLES INTERESSEES ?
- d) LE PROJET A-T-IL VALEUR DE DEMONSTRATION EN CE SENS QU'IL AIDERA LA POPULATION A ACQUERIR DES CONNAISSANCES NOUVELLES OU A ADOPTER DE NOUVELLES PRATIQUES ? COMPTE-T-ON ETENDRE A D'AUTRES ZONES LES RESULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DES PREMIERES OPERATIONS ET SI OUI, DE QUELLE MANIERE ?

2. Importance attachée au projet

Il est évidemment souhaitable que le projet soumis soit de ceux auxquels les autorités nationales attachent le plus de prix, de sorte que l'on puisse compter sur leur entier concours. Les questions à traiter ici sont par exemple :

- a) LE PROJET FIGURE-T-IL DANS LE PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT OU VISE-T-IL L'UN DES OBJECTIFS DE CE PLAN ? SI UN ORDRE DE PRIORITE Y EST DETERMINE, EST-IL POSSIBLE DE SAVOIR LE RANG QU'OCCUPE LE PROJET EN QUESTION ?
- b) S'IL N'EXISTE PAS DE PLAN DE DEVELOPPEMENT, LE PROJET EST-IL CONFORME AUX POLITIQUES ACTUELLES DE DEVELOPPEMENT DU PAYS ?

- c) SI LES POLITIQUES NE SONT PAS ELLES-MEMES CLAIREMENT DEFINIES, PEUT-ON DIRE QUE LE PROJET CORRESPOND A UNE EXPECTATIVE RAISONNABLE TOUCHANT LE POTENTIEL DE CROISSANCE DU PAYS ?

3. Dispositif local pour l'exécution du projet.

L'expérience enseigne que l'existence d'un dispositif local efficace pour l'exécution du projet peut apparaître comme l'une des principales conditions de succès. A cet égard, il y a lieu de préciser les points suivants :

- a) DENOMINATION ET STATUT DE L'AGENT D'EXECUTION
- b) EFFECTIFS ADMINISTRATIFS ET OPERATIONNELS NECESSAIRES POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET. RESSOURCES ET MOYENS SUR LESQUELS POURRA COMPTER L'AGENT D'EXECUTION POUR FAIRE FACE A CES BESOINS.

4. Calendrier des opérations

Il convient d'indiquer le calendrier des opérations pour toutes les phases d'exécution du projet. Préciser notamment :

- a) LA DATE A LAQUELLE ON SE PROPOSE D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX, LES PRINCIPALES PHASES D'EXECUTION DU PROJET ET LEUR DUREE PREVUE.
- b) LA PERIODE DURANT LAQUELLE UNE AIDE EXTERIEURE, SOUS FORME DE DENREES ALIMENTAIRES ET SOUS D'AUTRES FORMES, SERA NECESSAIRE.

5. Situation du projet lorsque prendra fin l'aide fournie au titre du PAM

Etant donné que le Programme alimentaire mondial doit avoir une durée de trois ans (du 1er janvier 1963 au 31 décembre 1965), aucun engagement à plus long terme ne peut être pris en matière d'aide alimentaire. Il est donc indispensable de savoir ce qu'il adviendra des projets, dont l'exécution n'aura pas été achevée dans ces délais. Les questions auxquelles il s'agit de répondre ici sont notamment de cet ordre :

- a) EST-IL PREVU QUE LE PROJET CONTINUERA APRES QU'AURA PRIS FIN L'AIDE FOURNIE AU TITRE DU PAM ? S'IL EN EST AINSI, COMMENT ENVISAGE-T'ON DE POURSUIVRE LES OPERATIONS ?
- b) COMMENT ENTEND-ON CONSERVER, LORSQU'AURA PRIS FIN L'AIDE FOURNIE AU TITRE DU PAM, LES AVANTAGES ACQUIS GRACE AU PROJET ?

6. Coût total du projet

Bien que les formes d'assistance autres que l'aide alimentaire ne soient pas directement du ressort du PAM, il est indispensable de connaître le coût total du projet proposé, afin d'avoir un tableau d'ensemble et de pouvoir apprécier la mesure dans laquelle l'aide alimentaire peut en tant que telle contribuer à sa réalisation. A ce propos, il convient notamment d'indiquer :

- a) A COMBIEN S'ELEVENT LES ESTIMATIONS DU COUT TOTAL DU PROJET EN CAPITAL ? COMMENT LES DEPENSES SE REPARTISSENT-ELLES ? COMMENT SONT-ELLES ECHELONNEES ?
- b) A COMBIEN S'ELEVENT LES ESTIMATIONS DES DEPENSES RENOUVELABLES : FONDS DE ROULEMENT, PERSONNEL TECHNIQUE, MAIN-D'OEUVRE, FRAIS GENERAUX, etc. ?
- c) A COMBIEN S'ELEVENT LES ESTIMATIONS DES DEPENSES A COUVRIR PAR : LE GOUVERNEMENT POUR LE DECHARGEMENT, L'ENTREPOSAGE, LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION DES DENREES ALIMENTAIRES DEMANDEES AU PAM ?

7. Besoins d'assistance technique étrangère

Certains projets peuvent nécessiter une assistance technique extérieure. Les questions qui se posent à cet égard sont par exemple :

- a) DANS QUELS DOMAINES SPECIALISES DES EXPERTS ETRANGERS SONT-ILS NECESSAIRES ? PENDANT COMBIEN DE MOIS LE CONCOURS DE CHAQUE EXPERT EST-IL REQUIS ET A PARTIR DE QUELLE DATE ?
- b) DANS QUELLE MESURE EST-IL POSSIBLE DE RECOURIR AUX AVIS DES EXPERTS DEJA DISPONIBLES DANS LE PAYS AU TITRE DU PEAT, DU FONDS SPECIAL OU DES PROGRAMMES BILATERAUX ?
- c) SI LE CONCOURS D'AUTRES EXPERTS ETAIT NECESSAIRE, LE GOUVERNEMENT SERAIT-IL DISPOSE A EN ASSUMER LE COUT (AU MOYEN DE FONDS DE DEPOT, PAR EXEMPLE, OU D'AUTRE MANIERE) ? AUTREMENT, COMMENT PROPOSE-T-ON DE FINANCER LES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE QU' IMPLIQUE LE PROJET ?

8. Viabilité du projet

Il ne suffit pas qu'un projet soit conforme au plan ou aux politiques de développement d'un pays (voir section 2 du présent modèle), encore faut-il qu'il soit techniquement et économiquement valable. Il serait donc opportun d'indiquer entre autres choses :

- a) SI UN EXAMEN RECENT A PERMIS D'ETABLIR QUE LE PROJET EST VIABLE DU POINT DE VUE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE ET, LE CAS ECHEANT, S'IL EST POSSIBLE D'AVOIR COMMUNICATION DU RAPPORT RELATIF A CETTE EVALUATION.
- b) SI, A DEFAUT D'UN TEL RAPPORT, UNE ETUDE TENDANT A ETABLIR QUE LE PROJET EST VIABLE POURRAIT MAINTENANT ETRE PRESENTEE .

9. Aide demandée au PAM

Les renseignements fournis ici devraient être particulièrement détaillés. Les questions qui se posent sont les suivantes :

- a) QUELS SONT LES TYPES DE DENREES ALIMENTAIRES (OU D'ALIMENTS POUR LE BETAIL) NECESSAIRES DANS LE CADRE DU PROJET ? QUELLES

QUANTITES DE CHAQUE PRODUIT (EN TONNES) S'AGIT-IL D'OBTENIR ?
INDIQUER LES QUALITES VOULUES, D'APRES LES SPECIFICATIONS
COMMERCIALES COURANTES ?

(Les réponses à ces questions devraient se fonder sur des données telles que l'effectif du personnel qui sera employé à l'exécution du projet, le nombre des journées de travail nécessaires, le nombre des personnes à nourrir dans les familles des travailleurs, les rations mensuelles de chaque produit demandé, etc.)

- b) QUEL SERAIT LE PORT D'ENTREE ?
- c) A QUELLE EPOQUE OU A QUELLES EPOQUES LES LIVRAISONS DE DENREES ALIMENTAIRES DEVRAIENT-ELLES AVOIR LIEU ?
- d) QUELLES SONT LES DISPOSITIONS PREVUES POUR L'ENTREPOSAGE ET LE TRANSPORT DES DENREES ALIMENTAIRES ?
- e) QUELLE PROCEDURE LE GOUVERNEMENT COMPTE-T-IL ADOPTER POUR LA DISTRIBUTION DES DENREES ALIMENTAIRES DANS LA ZONE D'OPERATIONS ?
- f) Y A-T-IL D'AUTRES ORGANISMES QUI S'OCCUPENT DE PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE PAYS ? SI OUI, LA PRESENTE REQUETE EST-ELLE DEJA EXAMINEE PAR L'UN D'ENTRE EUX ?

10. Fonds de contrepartie

L'aide alimentaire sera fournie par le PAM à titre de don et devrait normalement être utilisée pour des distributions directes en nature. Lorsque le gouvernement bénéficiaire envisage de procéder autrement, la méthode choisie peut entraîner la constitution de fonds de contrepartie en monnaie locale. En pareil cas, préciser ce qui suit :

QUELLES DISPOSITIONS AUTRES QUE LA DISTRIBUTION DIRECTE DES PRODUITS EN NATURE SONT-ELLES ENVISAGEES PAR LE GOUVERNEMENT TOUCHANT L'UTILISATION DE L'AIDE DU PAM ? EN RESULTERA-T-IL DES FONDS DE CONTREPARTIE EN MONNAIE LOCALE ? A COMBIEN DEVRAIENT S'ELEVER, LE CAS ECHEANT, DE TELS FONDS ? QUEL USAGE LE GOUVERNEMENT SE PROPOSE-T-IL D'EN FAIRE ?

11. Eléments du coût autres que les denrées alimentaires

En règle générale, le PAM ne prend pas à sa charge les dépenses non afférentes aux denrées alimentaires. Ces dépenses, dont traite la section 6, doivent être couvertes par le pays bénéficiaire qui utilise à cette fin ses propres ressources en monnaie nationale et en devises étrangères, ou fait appel à des sources extérieures. Il y a lieu d'indiquer notamment ce qui suit :

- a) LE GOUVERNEMENT COMPTE-T-IL PRENDRE DES DISPOSITIONS BUDGETAIRES, ET DANS CE CAS, EST-IL POSSIBLE D'AVOIR DES DETAILS ?
- b) SI ON ENVISAGE DE FAIRE APPEL A UNE AIDE FINANCIERE EXTERIEURE, EST-IL POSSIBLE D'INDIQUER LES MONTANTS ET LES SOURCES ? A QUEL POINT EN SONT LES NEGOCIATIONS ?

12. Incidences de l'aide alimentaire sur les producteurs nationaux et étrangers.

Selon les règlements du PAM, l'aide alimentaire fournie dans le cadre d'un projet ne doit se substituer à aucune denrée déjà offerte sur le marché, mais se traduire par un surcroît de consommation, de telle sorte qu'elle n'exerce aucun effet perturbateur sur les débouchés des producteurs nationaux ou étrangers de denrées équivalentes. Au contraire, il faut prévoir que l'expansion de la consommation alimentaire rendue possible par le PAM entraînera à la longue, grâce à l'augmentation de la productivité, à l'essor des entreprises de développement et à l'introduction de nouvelles habitudes alimentaires, un élargissement des marchés. Les questions à traiter ici sont notamment les suivantes :

- a) QUELS EFFETS PREVOIT-ON QUE L'AIDE ALIMENTAIRE POURRA AVOIR
  - 1) SUR LES PRIX LOCAUX ?
  - 2) SUR LE VOLUME DES IMPORTATIONS ?
- b) LE SURCROIT DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE AURA-T-IL A LONGUE ECHEANCE DES EFFETS ECONOMIQUES FAVORABLES ET CONTRIBUERA-T-IL AU RELEVEMENT DU POUVOIR D'ACHAT ? LE GOUVERNEMENT EST-IL EN MESURE D'INDIQUER DE QUELLE MANIERE SEMBLABLES PERSPECTIVES POURRAIENT SE CONCRETISER ?

NOTES EXPLICATIVES SUR LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL DESTINEES
AUX REPRESENTANTS RESIDENTS DE L'ONU ET AUX REPRESENTANTS DE LA FAO
ET D'AUTRES INSTITUTIONS SPECIALISEES DANS LES REGIONS ET LES PAYS

1. Ces notes ont été préparées sur la base des observations faites par le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial au cours de ses récentes visites dans un grand nombre de pays. Pendant ces visites, il a exposé les buts du Programme et a encouragé les Gouvernements à y participer activement. Au cours de ces discussions, les Gouvernements ont mis en avant divers points dont il a été tenu compte dans la préparation des présentes notes.
2. Le Programme alimentaire mondial a été constitué en avril 1962 par le Conseil économique et social des Nations Unies et le Conseil de la FAO. A cette occasion, ces deux organismes ont approuvé un ensemble de règles sur les dispositions et procédures pour la création et la gestion du PAM. On trouvera ces règles aux pages 1 à 11 de l'extrait du document CL 38/2 qui a déjà été adressé à tous les fonctionnaires intéressés des Nations Unies. On peut trouver à l'annexe I du dit extrait les recommandations ayant trait aux mesures préparatoires et aux études à entreprendre immédiatement avant le début du Programme. Ces recommandations sont actuellement mises en oeuvre.
3. Le PAM fonctionnera à titre expérimental pour une période de trois ans. Il sera financé par des contributions volontaires fournies par les pays et pour lesquelles il a été fixé un objectif initial de 100 millions de dollars. Les pays pourront s'engager à fournir leurs contributions sous la forme de produits appropriés, de services acceptables et d'espèces, l'objectif étant de constituer en espèces le tiers au moins du montant total des contributions.
4. Une Conférence des contributions aura lieu à New-York le 5 septembre 1962. A cette Conférence, les membres de l'ONU ou les membres et les membres associés de la FAO feront savoir s'ils sont disposés à apporter une contribution au Programme et, le cas échéant, sous quelle forme. Comme la Conférence des contributions ne doit durer qu'une journée, on pense que, d'une manière générale, les Gouvernements n'enverront pas de délégations spéciales venues de leur pays pour cette conférence mais qu'ils se feront représenter par leur délégation permanente auprès de l'ONU. Il est de la première importance que les représentants résidents fassent un effort particulier et, le cas échéant, en coopération avec les représentants des institutions spécialisées, pour inciter les Gouvernements à prendre au sujet de leur contribution une décision précise à temps pour que leur délégation permanente à New-York puisse faire une déclaration concrète à la Conférence des contributions. Le Directeur exécutif a besoin d'avoir, immédiatement après la Conférence des contributions, une idée claire du montant total promis en produits, espèces et services de façon à pouvoir commencer à dresser des plans pour le Programme et l'on espère que la grande majorité des pays feront connaître leur contribution au moment de la Conférence. Néanmoins, si des Gouvernements se trouvaient dans l'impossibilité réelle de prendre une décision précise à l'époque de la Conférence, les promesses de contributions pourront encore être acceptées à une date ultérieure.

5. Pour ce qui est de la partie de la contribution qui pourra être constituée par des produits, le Directeur exécutif a établi, après consultations avec la FAO et l'OMS, une liste de produits acceptables qui figure dans sa lettre en date du 28 juin 1962 aux ministères des Affaires Etrangères. Bien que cette liste n'ait pas pour objet d'empêcher les Gouvernements de promettre des produits autres que ceux qui y sont mentionnés, il est souhaitable que les Gouvernements s'en tiennent par principe aux produits indiqués sur la liste, étant de l'avis du Directeur exécutif, les plus appropriés pour l'utilisation au titre du PAM.

6. En ce qui concerne les promesses de services, il faut bien expliquer aux Gouvernements qu'ils ont toute liberté pour décider ou non d'inclure dans leur promesse globale de contributions des services (c'est-à-dire fret et assurance maritimes). Si les Gouvernements le désirent, les promesses de services peuvent dépasser le coût du fret et de l'assurance pour l'expédition des produits faisant partie de leur propre contribution. En d'autres termes, certains gouvernements pourront désirer offrir une contribution en services supérieure afin de participer à l'expédition par mer de produits offerts par d'autres pays. Par "services", on n'entend pas les services d'experts qui devront être demandés à d'autres sources telles que le PEAT ou des organismes d'aide bilatérale.

7. Tous les Gouvernements devront être encouragés à promettre de verser en espèces au moins un tiers de leur contribution totale. Il ne s'agit toutefois pas là d'une règle inflexible et, en particulier dans le cas des pays en cours de développement, des contributions représentées par des produits et des services, ou seulement par des services sont également acceptables. Les contributions en espèces doivent être versées en devises convertibles. Néanmoins, les pays en cours de développement pourront, dans des cas exceptionnels et avec l'accord du Directeur exécutif, verser leur contribution en espèces sous forme de devises facilement utilisables par le Programme. Si des pays désirent faire usage de cette facilité, ils devront au préalable consulter le Directeur exécutif afin qu'il soit certain que les devises offertes puissent être facilement utilisées par le Programme.

8. Après les entretiens qu'il a eus avec une vingtaine de pays, le Directeur exécutif est heureux de dire que les perspectives de parvenir aux 100 millions de dollars fixés comme but lui paraissent bonnes. Plusieurs Gouvernements ont déjà fait savoir avec précision le montant prévu pour leur contribution et ce total s'approche de 80 millions de dollars. D'autres pays ont indiqué qu'ils verseront certainement une contribution mais ils ne sont pas encore en mesure d'en indiquer un montant exact. Sur les vingt pays consultés jusqu'ici, quatre seulement n'ont pu donner aucune indication en ce qui concerne leur intention de verser une contribution, mais le Directeur exécutif a de bonnes raisons de penser que quelques-uns d'entre eux, sinon tous, décideront d'adopter une attitude positive.

9. Tous les pays, qu'ils soient développés ou en cours de développement sont instamment invités à promettre une contribution, même modeste, qui contribuera à mettre en relief le caractère véritablement multilatéral du Programme. Au cours de ses entretiens avec les pays membres, le Directeur exécutif a été souvent prié d'indiquer aux gouvernements un étalon qu'ils pourraient utiliser pour fixer la valeur totale des contributions à promettre. C'est ainsi qu'il

a été suggéré que le barème des contributions de l'ONU pourrait constituer une base satisfaisante. Le Directeur exécutif a répondu qu'il lui était difficile de recommander un étalon quelconque. Si l'on pense que tous les Gouvernements prendront un vif intérêt au Programme, le degré d'intérêt peut être différent selon les Gouvernements et, d'après ce que l'on sait déjà des intentions de certains pays, il est clair que certains d'entre-eux promettent des contributions de beaucoup supérieures aux contributions qu'ils donneraient si le barème des Nations Unies avait été adopté comme base. Par contre, on pourrait dire que la contribution minimum d'un pays ne devrait pas être inférieure à la somme qu'il verserait si le barème des Nations Unies était appliqué. Ce point a été établi au cours d'échanges de vues avec les Gouvernements de pays en cours de développement.

10. Conformément à sa constitution fondamentale, le PAM fournit sur demande, une assistance en vue de : a) faire face à des besoins alimentaires d'urgence et à des situations critiques inhérentes à la malnutrition chronique (ce qui pourra comprendre la constitution de réserves alimentaires); b) favoriser l'alimentation pré-scolaire et scolaire; et c) exécuter des projets pilotes utilisant les produits alimentaires pour faciliter le développement économique et social, en particulier dans le cadre de projets comportant une utilisation intensive de main-d'oeuvre ou intéressant le bien-être rural. Dans les paragraphes qui suivent, on trouvera quelques indications de la façon dont nous considérons actuellement la mise en oeuvre de chacun des trois grands domaines d'activité mentionnés plus haut. Ces indications pourront être utiles aux représentants résidents et aux représentants de la FAO et des autres institutions spécialisées dans les régions et les pays au cours de leurs entretiens avec les gouvernements au sujet du PAM.

11. Mais le Directeur exécutif désire faire tout d'abord remarquer qu'un objectif de 100 millions de dollars pour une période de trois années est, en fait, très modeste. Il convient de faire remarquer que ce programme a un caractère expérimental et que son but principal est de montrer les diverses manières d'utiliser les produits alimentaires au bénéfice de l'humanité. Mais on ne peut penser que le Programme exercera une influence appréciable sur les progrès économiques des pays en cours de développement tant qu'il conservera sa modeste envergure actuelle. En fait, le Programme met en évidence ce que peut apporter l'aide alimentaire et, à cette fin, il convient de choisir les projets de façon qu'ils servent de démonstration. Il est également souhaitable qu'un projet donné ait le caractère d'une entreprise pilote qui, en cas de succès, peut être multipliée ou élargie si des ressources supplémentaires deviennent disponibles au titre du Programme ou en provenance d'autres sources. Un autre aspect à souligner est le fait que l'un des objectifs du PAM est d'apprendre à un personnel international à exécuter un programme d'aide alimentaire sur une base multilatérale. On espère que le modeste Programme actuel aidera à donner au personnel international l'expérience indispensable pour exécuter à l'avenir un programme de beaucoup plus grande envergure.

12. Il découle de tout ceci que les efforts actuels doivent être concentrés sur une gamme assez étendue de projets bien préparés, de types très différents, qui devront être exécutés dans divers pays et dans des conditions économiques et sociales variables. Mais étant donné le caractère limité des ressources, chaque pays ne peut s'attendre qu'à avoir un petit nombre de projets et de préférence pas plus d'un seul projet d'un type donné.

13. En ce qui concerne l'assistance en vue de faire face à des besoins alimentaires d'urgence et à des situations critiques inhérentes à la malnutrition chronique (ce qui pourra comprendre la constitution de réserves alimentaires), il convient de faire les observations suivantes: une assistance alimentaire dans ces cas d'urgence est déjà fournie fréquemment par les divers Etats, des organismes privés tels que la Croix Rouge, CARE ou OXFAM ainsi d'ailleurs que sous les auspices de la FAO qui a une mission précise dans ce domaine. Dans les règles générales du PAM, il est dit toutefois que le Directeur général de la FAO délèguera au Directeur exécutif, dans toute la mesure du possible, la responsabilité opérationnelle des fonctions qui incombent actuellement au Directeur général en matière de secours international en cas de famine et de secours alimentaire d'urgence. Le Directeur exécutif a été également invité à réserver pendant la première année une proportion pouvant atteindre 25 pour cent des produits pour qu'ils soient utilisés pour les besoins d'urgence, y compris la constitution de réserves alimentaires nationales.

14. Ceci signifie qu'après la Conférence des contributions on disposera d'un pool spécial de produits alimentaires sur lequel une aide immédiate pourra être fournie en cas de besoins exceptionnels. Ceci représente une amélioration par rapport à la situation actuelle dans laquelle la FAO, chaque fois que des besoins exceptionnels se présentent, doit s'adresser aux gouvernements par l'intermédiaire de leurs ambassades à Rome ou par tout autre moyen pour recueillir des promesses de denrées alimentaires à des fins spéciales. Cette procédure s'est montrée assez gênante avec la difficulté supplémentaire qu'il n'a pas toujours été possible d'obtenir des donations des gouvernements assez rapidement pour fournir des secours au moment où ils étaient les plus nécessaires. Si l'existence d'une ressource plus facilement utilisable en cas de besoins exceptionnels ne supprime pas obligatoirement la nécessité de demander aux gouvernements de faire d'autres donations, les ressources du pool central pouvant être insuffisantes par rapport à l'importance du type d'assistance demandée, ce pool n'en servira pas moins à satisfaire les besoins exceptionnels les plus immédiats, laissant davantage de temps pour chercher comment parer aux autres besoins.

15. Le Directeur exécutif, au cours de ses échanges de vues avec les gouvernements, a constaté que la création d'une réserve internationale de produits alimentaires utilisable en cas d'urgence rencontre une approbation presque unanime, étant donné que les gouvernements considèrent cette réserve comme une caisse d'assurance multilatérale contre les famines consécutives à des calamités naturelles. Ils voient là une solution beaucoup plus digne que la procédure actuelle qui oblige dans chaque cas particulier à faire la quête. Il a été constaté que plusieurs gouvernements estimaient qu'ils doivent participer au Programme pour cette seule raison. Il se peut donc que les représentants résidents et les autres trouvent utile d'appuyer particulièrement sur cette question lorsqu'ils discuteront avec certains gouvernements de leur participation au Programme.

WORLD FOOD PROGRAM
OF THE U.N. AND FAO
PRO-FORMA FOR SUBMISSION OF A PROJECT
FOR ASSISTANCE

Country

Title of project : _____

Location : _____

Date of submission: _____

1. Description of project

This section should include a detailed description of the project and an explanation of its purpose. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT IS THE PROBLEM THE PROJECT AIMS TO SOLVE?
- (b) WHAT AREA IS THE PROJECT INTENDED TO SERVE AND CAN IT BE INDICATED ON A SUITABLE MAP?
- (c) WHAT TYPES OF ACTIVITIES ARE PROPOSED TO BE UNDERTAKEN AND HOW MANY PERSONS WILL BE INVOLVED IN THEM?
- (d) HAS THE PROJECT A DEMONSTRATION VALUE BY WAY OF HELPING THE PEOPLE TO ACQUIRE SOME NEW KNOWLEDGE OR ADOPT SOME NEW PRACTICE? IS IT INTENDED TO SPREAD THE EFFECT BY MULTIPLYING THE PROJECT IN OTHER AREAS? IF SO, WHAT STEPS ARE CONTEMPLATED TO THIS END?

2. Priority position of project

It is obviously desirable that the project submitted should occupy a high priority in the eyes of the government of the country so as to be assured of full support. Examples of questions to be answered are:

- (a) IS THE PROJECT OR THE PURPOSE IT PROPOSES TO SERVE INCLUDED IN THE DEVELOPMENT PLAN OF THE COUNTRY? IF PRIORITIES ARE INDICATED IN SUCH A PLAN, IS IT POSSIBLE TO ASCERTAIN THE POSITION OF THE PROJECT WITHIN THESE PRIORITIES?
- (b) IF A DEVELOPMENT PLAN IS NOT AVAILABLE, IS THE PROJECT IN LINE WITH THE CURRENT DEVELOPMENT POLICIES OF THE COUNTRY?
- (c) SHOULD POLICIES NOT BE CLEARLY DEFINED, IS THE PROJECT IN CONFORMITY WITH REASONABLE EXPECTATIONS OF THE COUNTRY'S POTENTIAL GROWTH?

3. Local machinery for executing project

Experience so far indicates that an efficient local machinery for executing the project may turn out to be one of the principal conditions for its success. Under this item questions such as the following should be answered:

- (a) WHAT IS THE DESIGNATION AND STATUS OF THE EXECUTING AGENCY?
- (b) WHAT ARE THE REQUIREMENTS OF ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL PERSONNEL FOR UNDERTAKING THE PROJECT? WHAT ARE THE RESOURCES AND FACILITIES WHICH THE AGENCY CAN BE EXPECTED TO COMMAND TO MEET SUCH REQUIREMENTS?

4. Time schedule

The timing for the execution of the project in all its phases should be indicated. Questions to be answered will include:

- (a) WHAT IS THE PROPOSED DATE OF COMMENCEMENT OF EXECUTION, WHAT ARE THE PRINCIPAL STAGES OF DEVELOPMENT OF THE PROJECT AND HOW LONG ARE THEY ASSUMED TO LAST?
- (b) WHAT IS THE PERIOD DURING WHICH EXTERNAL ASSISTANCE, IN TERMS OF FOOD AND OTHER ITEMS, WILL BE REQUIRED?

5. Position of project upon termination of WFP aid

Since the World Food Program is intended to last for three years (1 January 1963 to 31 December 1965), no commitment for food aid can be made beyond this period. It is therefore essential to know what will happen to a project which is not completed during this time. Questions of the following type should be answered:

- (a) IS IT VISUALISED THAT THE PROJECT WILL CONTINUE AFTER WFP AID IS WITHDRAWN? IF SO, WHAT ARE THE DETAILS OF FOLLOW-UP OPERATIONS?
- (b) HOW IS THE GAIN EXPECTED TO BE ACHIEVED BY THE PROJECT PROPOSED TO BE SUSTAINED UPON TERMINATION OF WFP AID?

6. Total cost of project

Although WFP is not directly concerned with assistance activities other than food aid, it is essential to know what are the total costs of the project submitted in order to get a complete picture and also to judge the extent to which food aid by itself can bring the project into effect. Answers should be given to questions such as these:

- (a) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE TOTAL CAPITAL COST OF THE PROJECT? WHAT IS THE BREAKDOWN OF THESE COSTS? OVER WHAT PERIOD WOULD THEY BE INCURRED?
- (b) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE RECURRENT EXPENDITURES OF THE PROJECT IN TERMS OF WORKING CAPITAL, TECHNICAL PERSONNEL, MANPOWER, GENERAL OVERHEADS, ETC.?
- (c) WHAT ARE THE ESTIMATES OF THE COSTS TO BE DEFRAID BY THE GOVERNMENT FOR UNLOADING, STORING, TRANSPORTING AND DISTRIBUTING THE FOOD AID PROPOSED UNDER WFP?

7. Requirements of foreign technical assistance

For some projects there may be need for technical assistance to be supplied from external sources. In such event, questions such as the following should be answered:

- (a) IN WHAT FIELDS OF SPECIALISATION ARE FOREIGN EXPERTS NEEDED? FOR HOW MANY MONTHS IS EACH EXPERT NEEDED AND FROM WHAT DATE SHOULD HE COMMENCE OPERATION?
- (b) TO WHAT EXTENT IS IT POSSIBLE TO UTILIZE THE EXPERT ADVICE ALREADY AVAILABLE IN THE COUNTRY UNDER ETAP, SPECIAL FUND OR BILATERAL PROGRAMS?
- (c) SHOULD ADDITIONAL EXPERT ADVICE BE NECESSARY, WOULD THE GOVERNMENT BE PREPARED TO PAY FOR IT (E.G. THROUGH FUNDS-IN-TRUST OR OTHERWISE)? IF NOT, WHAT ALTERNATIVE PROCEDURE IS SUGGESTED FOR FINANCING THE ELEMENT OF TECHNICAL ASSISTANCE IN THE PROJECT?

-4-

8. Feasibility of project

Besides being consistent with the development plan or policies of the country, as ascertained under item 2 of this pro-forma, a project should also be sound from a technical and economic standpoint. It would therefore be necessary to answer questions such as the following:

- (a) HAS THE PROJECT BEEN RECENTLY EXAMINED FROM THE STANDPOINT OF ITS TECHNICAL AND ECONOMIC FEASIBILITY? IF SO, COULD A COPY OF SUCH APPRAISAL REPORT BE MADE AVAILABLE?
- (b) IF NO REPORT EXISTS, COULD AN APPRAISAL BE PROVIDED NOW OF THE FEASIBILITY OF THE PROJECT?

9. WFP aid requested

Information under this item should be particularly detailed. Questions to be answered are:

- (a) WHAT ARE THE TYPES OF FOOD (OR FEEDING STUFF) REQUIRED IN THE PROJECT? WHAT ARE THE AMOUNTS NEEDED OF EACH TYPE IN METRIC TONS? WHAT ARE THE DESIRED QUALITIES, ACCORDING TO STANDARD COMMERCIAL TERMINOLOGY?

(Answers to these questions should be based on data such as the number of persons engaged in the project, the number of working days required to complete it, the number of persons in workers' families to be fed, the monthly rations of each commodity requested, etc.)

- (b) WHAT WOULD BE THE PORT OF ENTRY?
- (c) AT WHAT TIME OR TIMES SHOULD THE FOOD BE DELIVERED?
- (d) WHAT ARE THE ARRANGEMENTS PLANNED IN CONNECTION WITH THE STORING AND TRANSPORTING OF THE FOOD?
- (e) WHAT PROCEDURE WILL THE GOVERNMENT ADOPT FOR DISTRIBUTING THE FOOD AT THE SITE OF THE PROJECT?
- (f) IS THERE ANY OTHER AGENCY OPERATING FOOD AID PROGRAMS IN THE COUNTRY? IF SO, IS THE PRESENT REQUEST ALREADY BEING CONSIDERED BY ONE OF THESE AGENCIES?

10. Counterpart funds

Food aid will be provided by WFP on a grant basis, and will normally be expected to be made available to the beneficiaries directly in kind. When different arrangements are envisaged by the recipient

government, counterpart funds in local currency may be generated. In this case, answers should be given to the following question:

WHAT ARRANGEMENTS, OTHER THAN DIRECT DISTRIBUTION IN KIND, ARE ENVISAGED BY THE GOVERNMENT FOR UTILISING WFP AID? WILL SUCH ARRANGEMENTS GENERATE COUNTERPART FUNDS IN LOCAL CURRENCY? WHAT WILL BE THE EXPECTED AMOUNT OF SUCH FUNDS? WHAT USE DO THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE OF THESE FUNDS?

11. Non-food costs

WFP will not meet, as a rule, non-food costs. These costs, as specified under item 6, have to be met by the recipient country from its own resources of both local currency and foreign exchange and/or from external sources. Questions such as the following should therefore be answered:

- (a) IF THE GOVERNMENT PROPOSE TO MAKE PROVISION IN THEIR BUDGET, COULD DETAILS BE FURNISHED?
- (b) IF IT IS PROPOSED TO SEEK EXTERNAL FINANCIAL AID, COULD AMOUNTS AND SOURCES BE INDICATED? WHAT STAGE HAVE THE NEGOTIATIONS REACHED?

12. Impact of food aid on domestic and foreign producers

Under the terms of operation of WFP, the food aid disbursed in a project must not displace any food which is being already disposed of in the market but must lead to additional consumption, thus having no effect of disrupting the market for the domestic or foreign producers of like food. On the contrary, it is to be expected that the additional food consumption rendered possible by WFP will, through greater labour efficiency, expansion of development undertakings and the introduction of new dietary habits, lead to the creation of larger markets in the long run. Answers to questions such as the following should be given:

- (a) WHAT ARE THE LIKELY EFFECTS OF THE FOOD TO BE RECEIVED UPON PRICES IN THE LOCAL MARKET? WHAT ARE THE POSSIBLE EFFECTS OF THE SAME ON THE VOLUME OF IMPORTS?
- (b) WILL THE ADDITIONAL CONSUMPTION OF FOOD LEAD TO LONG-TERM ECONOMIC GAIN AND HIGHER PURCHASING POWER? IS THE GOVERNMENT IN A POSITION TO INDICATE HOW EXPECTATIONS OF THIS TYPE ARE LIKELY TO BE FULFILLED?

UNITED NATIONS NATIONS UNIES
NEW YORK

SO 134 (3-1) GENERAL

December 1963

Dear Mr. Rittenbrouwer,

A year ago the chief of this section wrote to all our colleagues in the field concerning the coming into operation on 1 January 1963, for an experimental three-year period, of a joint United Nations/FAO World Food Programme with nearly \$50 million in food for pilot projects in economic and social development. Since the emphasis was on labour-intensive and rural projects, with some attention also to training, it was clear from the outset that community development was one of the fields that stood to gain from this new programme. I am now pleased to be able to follow up the correspondence of a year ago by reporting the progress made by the WFP in support of community development during its first year of operation.

The Programme reports that it has thus far received twelve requests in what it regards as community development. In preparing these requests in consultation with our Resident Representatives, Governments were advised in five instances by United Nations technical assistance advisers in community development or related fields, in two by FAO advisers and in one by bilateral advisers, while in more than half they were visited by a United Nations World Food Programme officer who had shared in the work of this section for many years.

These requests, of which the first has now gone into operation and two others have been approved, are as follows, along with an indication of approximate food costs:

Mr. Jean Rittenbrouwer
Community Development Adviser
c/o UN/FAO Resident Representative
P.O. Box 1115
Leopardsville, Republic of the Congo

cc: Resident Representative



- 2 -

Algeria: Multi-purpose development of arrondissement (Medea)	\$ 250,000
Bolivia: Urban Community Development	\$ 361,000
Chile: Community Redevelopment (Punitaqui, Coquimbo)	\$1,044,000 (approved)
China: Community Development (Kinsen and Matsui)	\$ 475,000
Colombia: Community Development (Sierra Nevada, Santa Maria)	\$ 180,000
Multi-purpose Andean Indian Redevelopment (Alta Guajira)	\$ 180,000
Guinea: Promotion of communal road-making	\$ 460,000
Promotion of co-operatives	\$ 56,000
Iraq: Co-operative development (Mussayyib)	\$ 452,000
Senegal: Animation rurale	\$ 314,000
Sudan: Transplanted villages (Khashm-al-Ghirba)	\$ 764,000 (operating)
Community Development (Khartoum North and Maragil)	\$ 450,000 (approved)
Togo: Village Improvement	\$ 189,000
Turkey: Multi-purpose Redevelopment (four villages)	\$ 400,000

In addition to these requests that have already been received at Rome, - and which amount to 12 % in value of all requests received - several others have been or are being prepared. There are also many other labour-intensive fields in which the local community will play an important role as the ultimate executing agent for the Programme.

It will be noticed that these requests come from Africa, Latin America and the Near East.

They all have this in common: they recognize the fact that the majority of the working population in developing countries do not depend on wage employment for their living. They therefore use food not in part payment or supplementation of a money wage, but as an incentive to village communities, primary co-operatives or other local groups to enable or encourage them to carry out some work of local utility that they would not otherwise have undertaken. This implies of course that the participants are self-employed, that their recognized local groups have some freedom of



initiative, that they stand to benefit from their additional collective effort and that Government is willing to enter into quasi-contractual arrangements with local groups. It implies also that their situation is such that additional food can serve as a stimulus to additional constructive and productive work. It is where conditions of this kind are met that food aid for community development has proved most helpful.

Food aid is normally distributed in kind, especially in community development projects. Under suitable circumstances, however, there would be no objection to a local community or co-operative charging its members for the food it distributes to them, and using the proceeds as working capital or a revolving fund. Under some circumstances it might even be agreed that World Food Programme food be sold at the port of entry and equivalent food bought in country markets nearer the scene of the community development projects.

The Programme has developed its own distinctive method of calculating food aid. Since one of its aims is that families engaged in development projects should have an adequate and balanced diet, it establishes for each country a standard family-size basket of provisions. It then estimates the number of man-days likely to be worked on the project. For example, a project requiring labour equivalent to that of 1,000 men per day or about 700,000 man-days in two years could be grant-aided with about \$420,000 in food at \$0.60 per basket, if the participants have no other source of livelihood. This is apt to be the case when they are completely transforming the basis of their local economy or are moving from an old to a new location. In other instances, however, they retain their established source of subsistence while engaging in additional work, so that only a part of the standard basket is needed to supplement their existing food supply. Sometimes this supplementation may occur during the hungry months between seed time and harvest, in recognition of additional work accomplished during the off-season; sometimes it is in recognition of work done outside the village on behalf of a wider community or in support of a newer service than any to which the recipients have been accustomed.

Community Development projects differ from those in some other fields such as construction in that the calculation of the number of man-days likely to be required is often only a rough estimate - a broad plan or goal rather than an exact blueprint - and is aimed at constituting a district food fund out of which aid will be available for agreed local projects. Actual distribution of food grants in aid of local communities may be proportioned to the completion of agreed phases of an undertaking rather than to a record of days worked, and the community distributes it to its members, the final consumers, in accordance with its own estimation of the value of their families' contribution.

CIV.OPS./1782/63

17 December, 1963

To: Mr. A. El Atki, UNICEF Senior Representative
From: A. C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations
Subject: Request for school feeding project under World Food Programme

.....

You may be interested in the attached copy of a letter dated 30 November and attachment which we have received from the Vice Prime Minister, regarding a school feeding project for which the Congolese Government wishes to receive assistance under the World Food Programme.

We have transmitted the request to the World Food Programme with a recommendation that it receive favourable consideration as a pilot programme in school feeding within the terms of the World Food Programme policy statement dated 18 September 1963.

ROUTING SLIP

TO

Miss Robertson ✓ 11

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Returned with
Thanks.

DATE

FROM

22/1

any

8-1-5
1-3-5
3-2-5
7-5

7/ACC/mep

cc: Dr. Chaturvedi
Dr. Bellerive
Mr. Najman

CIV.OPS./1767/63

16 December, 1963

Dear Mr. Boerma,

I am forwarding for your consideration a project for feeding secondary school children in the Congo which has been proposed by Mr. Jacques Masangu, Vice Prime Minister.

The reason given for soliciting this aid is the difficulty in obtaining food in certain parts of the Congo, owing to problems of distribution. As you will note, the non-food expenses of the programme (transport, personnel, etc.) would be borne by the schools benefitting. Mr. Masangu is asking that the project be operated for a two-year period, after which time it is anticipated that the schools themselves will be able to maintain the programme.

The project proposes to cover schools in two regions of the country: the first in the west, operating from centres in Léopoldville, Kikwit and M'banza, would provide for 10,325 children; the other in the east, namely the Uvira-Bukavu-Goma and the Kasongo-Kundu regions, whereby 4,250 children would be cared for.

The Catholic Mission fathers who would be responsible for the implementation of this programme are well known to us here at ONUC. They are primarily teachers but have also done relief work in the Congo for many years. I do not know what is the policy of the World Food Programme regarding cooperation with sectarian institutions, but in the Congo it would be difficult to avoid this question in a school feeding programme.

I realize that some of the foodstuffs requested may not be available under the World Food Programme. Nevertheless, I recommend that this project be favourably considered as a pilot programme in school feeding within the terms of the World Food Programme policy Statement dated 18 September, 1963.

Yours sincerely,

S. Habib Ahmed
UNTAU Resident Representative
for the Congo (Léopoldville)

Mr. A. H. Boerma
Executive Director
World Food Programme
FAO, Rome

Léopoldville, le 30 NOV. 1963

Soc 533/

Soc 533/3.

DEC 4 1963

N° 03427

ACTION /CAB/P.M./

CABINET
DU PREMIER MINISTREObjet : Projet Pilote PAM.TO:
A Son Excellence Monsieur DORGINVILLE
Représentant de l'ONU au Congo
Building "ROYAL" K A L I N A³

Transmis copie pour information à :

- Monsieur BORMA
Service du P.A.M.
Bureaux de la F.A.O.
R O M E
- Ministre de l'Education Nationale
Gouvernement Central Léopoldville
- Bureau de l'Enseignement Catholique
B.P. 3258 LEOPOLOVILLE

Monsieur le Représentant,

J'ai été saisi d'un projet d'aide alimentaire aux élèves internes d'établissements secondaires sur initiative du Révérend Père EKWA, Président du Bureau de l'Enseignement Catholique. Le projet concerne une expérience pilote étudiée conformément aux règles prévues par les services de Monsieur BORMA, de la FAO à Rome. Le Révérend Père m'a fait savoir que l'exécution de ce projet est conditionnée et par l'approbation gouvernementale et par une recommandation du Représentant de l'ONU au Congo.

J'ai examiné ce projet avec le Ministre de l'Education Nationale et j'approuve l'expérience pilote telle qu'elle est prévue dans le document ci-joint. Vu que l'expérience pilote doit se réaliser dans une zone géographique d'accès facile, je souhaite que l'expérience puisse être étendue le plus rapidement possible à des régions plus nécessiteuses, même si elles sont d'accès moins facile.

Je vous prie, Monsieur le Représentant, de bien vouloir transmettre le texte du projet à M. BORMA, d'appuyer la requête de votre instantane recommandation et d'y joindre copie de la présente lettre, donnant approbation du gouvernement de la République du Congo.

Je vous remercie à l'avance du soutien que vous ne manquerez pas de nous apporter et vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma haute considération.

LE VICE-PREMIER MINISTRE


Jacques MASANGU
53457
Thichelle

PAYS
REPUBLIQUE DU CONGO

LOCALITE
LEOPOLDVILLE

TITRE

AIDE ALIMENTAIRE AUX ELEVES INTERNES
DU SECONDAIRE.

Date de présentation :

I. DESCRIPTION DU PROJET

- a) Assurer l'alimentation aux élèves internes de l'enseignement secondaire et permettre ainsi le maintien en vie des écoles. La situation a tellement réduit le marché alimentaire local qu'il est devenu pratiquement impossible de se procurer les vivres pour sustenter une population scolaire venant s'ajouter aux agglomérations existantes. Ce fait met en cause l'existence même des internats de l'enseignement secondaire.
- b) L'aire géographique du projet couvre une zone homogène dans les Provinces du KONGO-CENTRAL, du KWANGO et du KWILU; Deux cartes en annexe marquent les limites de l'aire où doit se faire l'expérience pilote du P.A.M. Le port maritime le plus proche est MATADI. Une voie ferrée relie MATADI à la capitale LEOPOLDVILLE. De là, des voies de communication terrestres et fluviales permettent l'acheminement garanti et assuré des marchandises vers les destinations ultérieures.
- c) Le projet se propose de fournir une alimentation, comprenant le nombre nécessaire de calories journalières, aux élèves des internats de l'enseignement secondaire de ces régions et leur permettre ainsi d'assurer, dans les conditions actuelles, la continuité des études qu'ils ont entreprises.
- d) L'alimentation équilibrée reçue au cours des années de formation scolaire, formera un capital de santé irremplaçable et introduira de nouvelles habitudes alimentaires stables. On espère également que les parents des étudiants, au vu des résultats obtenus sur leurs enfants, s'efforceront de maintenir les habitudes alimentaires acquises.

II. IMPORTANCE ATTACHEE AU PROJET

a-b-c)

La nécessité d'assurer l'existence et la survivance du réseau de l'enseignement secondaire dans les régions citées, fait rentrer sans aucun doute possible, le présent projet parmi les objectifs prioritaires du Gouvernement de la République du Congo.

- 2 -

Le potentiel de croissance du pays est en effet, éminemment solidaire de la promotion régulière de futurs techniciens et universitaires. Celle-ci se trouverait bloquée si le réseau de l'enseignement secondaire était menacé dans sa continuité et son existence même. Ce sont des menaces réelles que le présent projet se propose d'écartier.

III. DISPOSITIONS LOCALES POUR L'EXECUTION DU PROJET

La responsabilité générale et le contrôle de la bonne marche du projet reviennent au "CONSEIL CENTRAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE NATIONAL" représenté par le P. Martin EKWA, Président du Bureau National de l'Enseignement Catholique National.

L'agent d'exécution pratique immédiat est Mr André CAJWS, B.P. 3064 LEOPOLDVILLE-KALISA, qui assurera les réexpéditions, le stockage provisoire et la répartition locale. Toute la correspondance concernant l'exécution du projet doit lui être adressée.

On dispose à LEOPOLDVILLE d'un grand centre de stockage temporaire, ainsi qu'à MANGAI et KIKWIT. On prévoit en effet une triple répartition des marchandises demandées.

La part revenant aux Provinces du KONGO-CENTRAL et du KWANG est stockée à LEOPOLDVILLE; celle revenant à la Province du KWILU est acheminée par voie fluviale de LEOPOLDVILLE en partie sur MANGAI (sur le Kasai) et l'autre partie sur KIKWIT (sur le KWILU), où elles sont entreposées dans des grands hangars appartenant aux Inspecteurs Scolaires Régionaux.

De ces centres d'entreposage, chaque Ecole des régions intéressées vient prélever la part qui lui revient, dans ses propres véhicules. Une surveillance constante, assurant la répartition, est donc exercée à tous les échelons.

IV. CALENDRIER DES OPERATIONS

- a) On souhaite voir arriver l'aide de la P.A.M. le plus tôt possible. L'idéal serait que les quantités globales établies en annexe, soient acheminées et trois fois, un tiers chaque trimestre. Ceci facilite l'entreposage et aussi la conservation en bon état des denrées périssables, comme la farine et le poisson sec. Tous les détails des quantités, du calendrier des expéditions et du chargement des caisses sont fournis en annexe.

- b) La durée de l'aide du Projet pilote proposé s'étendrait jusqu'au 31 décembre 1965.

V. SITUATION DU PROJET LORSQUE L'AIDE DE LA P.A.M. PRENDRA FIN

On peut raisonnablement espérer qu'une amélioration sensible du marché local se sera manifestée d'ici la fin 1965.

Le projet pilote est donc destiné surtout à permettre de

créer des habitudes alimentaires équilibrées chez les bénéficiaires. On peut espérer, que ceux-ci tendront à les maintenir, dès qu'ils en auront la possibilité sur les marchés locaux. L'aide de la P.A.M. ne peut donc, à la longue, que bénéficier à l'économie locale, agissant comme stimulant.

NOTA BENE

Toute la correspondance et tous les documents d'expédition devraient être adressés exclusivement, en ce qui regarde l'exécution locale du projet pilote du P.A.M. à :

P. André CAUWE
B.P. 3064
LEOPOLDEVILLE-KALINA
République du Congo

De ce centre partiront tous les ordres de réexpédition, ainsi que toutes les notifications d'arrivages, tant pour les deux autres Centres de redistribution, que pour chaque école en particulier.

DEGREES ALIMENTAIRES

Les quantités sont calculées en fonction du menu type ci-dessous.

Ce menu prévoit une alternance, au dîner, d'un jour de poisson sec et l'autre jour, de la viande en boîte. Le dimanche on ajoute deux "extra" : des fruits en boîte et des œufs en poudre.

Au dîner, on alterne un jour sur deux et un dimanche sur deux, tantôt du poisson sec, tantôt de la viande en boîte.

Dans la mesure où la P.A.M. peut les fournir, on souhaiterait pouvoir ajouter du riz et du sucre au menu journalier.

On complètera celui-ci par du manioc, des fruits et légumes frais ainsi que de l'huile de palme pour fournir les vitamines.

Le menu proposé représente environ 2.400 calories.

MENU JOURNALIER

<u>SEMAINE</u>	<u>DIMANCHE</u>	<u>QUANTITE</u>
Matin thé (tea)	idem	2gr
Lait séché (milk dried skimmed)	"	50gr
Farine (wheat flour)	"	150gr
Quaker oats (oats)	"	30gr
Huile-beurre (butter oil)	"	20gr
	Fruit-boîte (Canned fr)	25gr
Midi : (poisson sec (dried fish)	"	100gr
(viande-boîte (canned meat)	"	100gr
Riz (rice)	"	25gr
Fruits secs (dried fruit)	"	20gr
	Oeufs poudre (dried eggs)	20gr
Goûter: Farine (wheat flour)	"	50gr
Lait séché (milk dried skimmed)	"	20gr
Beurre-huile (butter oil)	"	20gr
Soir : Sardines (canned fish)	"	75gr
Lait condensé (milk condensed)	"	10gr
Sucre (sugar)	"	30gr
Fromage (cheese)	"	10gr
Dattes (dates)	"	10gr

QUANTITES GLOBALES

"En Kilos"

Elles sont calculées en fonction du nombre d'élèves dans les écoles dépendant respectivement de chacun des centres régionaux répartition : LEOPOLDVILLE, KIKWIT et MANGAI.

LEOPOLDVILLE dessert toutes les écoles du KONGO-CENTRAL et du KWANGO, sauf celles de KISANZI et KAHEMBA qui dépendent de KIKWIT.

Nombre d'élèves :

$$4.515 - 265 \text{ (KISANZI et KAHEMBA)} = 4.250$$

KIKWIT dessert les trois quarts des élèves du KWILU, plus les élèves des écoles de KISANZI et KAHEMBA.

Nombre d'élèves :

$$4.375 + 265 \text{ (KISANZI et KAHEMBA)} = 4.650$$

MANGAI dessert le dernier quart restant des élèves du KWILU.

Nombre d'élèves :

$$1.425$$

TOTAL général du nombre d'élèves intéressés au Projet piloté du P.A.M.

$$4.250 + 4.650 + 1.425 = 10.325$$

Dans un premier tableau d'ensemble, les quantités sont calculées, par degrés et par trimestre (90 jours) et par centre de distribution.

Dans un second tableau les mêmes données alimentaires sont calculées par années de 270 jours scolaires.

Dès le départ on souhaiterait donc que les caisses soient marquées, en fonction des quantités fournies trimestriellement, suivant la destination du centre de redistribution, soit :

P. André CAUWE - B.P. 3064 - LEOPOLDVILLE-KALINA Rép. du CONGO.
pour tout ce qui concerne le KONGO-CENTRAL et le KWANGO,
desservi à partir de LEOPOLDVILLE.

P. Paul TAYMANS - Economat B.P. 144 - KIKWIT Rép. du CONGO.
pour tout ce qui concerne la plus grande partie du KWILU et
est desservi à partir de KIKWIT.

QUANTITES GLOBALES

"En Kilos"

Elles sont calculées en fonction du nombre d'élèves dans les écoles dépendant respectivement de chacun des centres régionaux de répartition : LEOPOLDVILLE, KIKWIT et MANGAI.

LEOPOLDVILLE dessert toutes les écoles du KONGO-CENTRAL et du KWANGO, sauf celles de KISANJI et KAHEMBA qui dépendent de KIKWIT.

Nombre d'élèves :

$$4.515 - 265 \text{ (KISANJI et KAHEMBA)} = 4.250$$

KIKWIT dessert les trois quarts des élèves du KWILU, plus les élèves des écoles de KISANJI et KAHEMBA.

Nombre d'élèves :

$$4.375 + 265 \text{ (KISANJI et KAHEMBA)} = 4.650$$

MANGAI dessert le dernier quart restant des élèves du KWILU.

Nombre d'élèves :

$$1.425$$

TOTAL général du nombre d'élèves intéressés au Projet pilote du P.A.M.

$$4.250 + 4.650 + 1.425 = 10.325$$

Dans un premier tableau d'ensemble, les quantités sont calculées, par année et par trimestre (90 jours) et par centre de distribution.

Dans un second tableau les mêmes données alimentaires sont calculées par année de 270 jours scolaires.

Dès le départ on souhaiterait donc que les caisses soient marquées, en fonction des quantités fournies trimestriellement, suivant la destination du centre de redistribution, soit :

P. André CAUWE - B.P. 3064 - LEOPOLDVILLE-KALINA Rép. du CONGO.
pour tout ce qui concerne le KONGO-CENTRAL et le KWANGO,
desservi à partir de LEOPOLDVILLE.

P. Paul TAYMANS - Economat B.P. 144 - KIKWIT Rép. du CONGO.
pour tout ce qui concerne la plus grande partie du KWILU et
est desservi à partir de KIKWIT.

P. Jean DESPONT - Procure Mission Catholique Sainte-Famille
MANGAI - Kwilu - République du CONGO
est desservi à partir de MANGAI.

P. Jean DUPONT - Procure Mission Catholique Sainte-Famille
MANGAI - Kwilu - République du CONGO
est desservi à partir de MANGAI.

KONGO-CENTRAL & KWANGO

Denrées	Quantités par élève		Quantités globales : 4.250 élèves	
	Jour	Trimestre	Trimestre	Année
1. THE	2	180	765.000	2.295.000
2. LAIT MORREME70		5.600	23.800.000	71.400.000
3. FARINE 200		18.000	75.500.000	229.500.000
4. OATS 30		2.700	11.475.000	34.425.000
5. BUTTER OIL 40		3.600	15.300.000	45.900.000
6. POISSON SEC (453)100		4.500	19.125.000	57.375.000
7. VIANDE-Bte (453)100		4.500	19.125.000	57.375.000
8. RIZ 25		2.250	9.562.500	28.687.500
9. FRUITS SECS20		1.800	7.650.000	22.950.000
10. SARDINES 75		6.750	28.687.500	86.062.500
11. SUCRE 30		2.700	11.475.000	34.425.000
12. FROMAGE 10		0.900	3.825.000	11.475.000
13. DATES 10		0.900	3.825.000	11.475.000
14. LAIT CONDENSE10		0.900	3.825.000	11.474.000
15. FRUITS BOIS25		0.375	1.593.750	4.781.250
16. OEUFS POUDRE10		0.150	637.500	1.912.500
GRAMMES			KILOS	

DONC total trimestriel à expédier à P. André CAUWE
B.P. 3064

LEOPOLDVILLE - Rép. du Congo

par trimestre : en tonnes : 237.171 (250)

TOTAL annuel à expédier à la même adresse.

par année : en tonnes : 711.513 (750)

KWILU : CENTRE DE KIKWIT

DENREES	QUANTITES GLOBALES : 4.650 ELEVES	
	Trimestre	Année
1. THE	837.000	2.511.000
2. LAIT ECREME	26.040.000	78.120.000
3. FARINE	83.700.000	251.000.000
4. OATS	12.555.000	37.665.000
5. BUTTER OIL	16.740.000	50.220.000
6. POISSON SEC (45j)	20.925.000	62.775.000
7. VIANDE BOITE(45j)	20.925.000	62.775.000
8. RIZ	10.462.500	31.387.500
9. FRUITS SECS	8.370.000	25.110.000
10. SARDINES	31.387.500	94.162.500
11. SUCRE	12.555.000	37.665.000
12. FROMAGE	4.185.000	12.555.000
13. DATTES	4.185.000	12.555.000
14. FRUITS BOITE (Dim)	1.743.750	5.231.250
15. LAIT CONDENSE	4.185.000	12.555.000
16. CEUFS POUDE (Dim)	697.500	2.092.500
	259.493.250	778.479.750

K I L O S

Donc TOTAL trimestriel à expédier à

P. Paul TAYMANS - B.P. 144 - ECONOMAT - KIKWIT

Kwilu - République du Congo.

Par trimestre : en TONNES : 259.493 (250)

TOTAL ANNUEL à expédier à la même adresse :

Par année : en TONNES : 778.479 (750)

KWILU : CENTRE DE MANGAI

DENREES	QUANTITES GLOBALES : 1.425 élèves	
	Trimestre	Année
1. THE	256.500	759.500
2. LAIT ECHEME	7.980.000	23940.000
3. FARINE	25.650.000	79.950.000
4. OATS	3.847.500	11.542.500
5. BUTTER OIL	5.130.000	15.390.000
6. POISSON SEC (45j)	6.412.500	19.237.500
7. VIANDE BOITE (45j)	6.412.500	19.237.500
8. RIZ	3.206.250	9.618.750
9. FRUITS SECS	2.565.000	7.695.000
10. SARDINES	9.618.750	28.856.250
11. SUCRE	3.847.500	11.542.500
12. FROMAGE	1.282.500	3.847.500
13. DATTES	1.282.500	3.847.500
14. LAIT CONDENSE	1.282.500	3.847.500
15. FRUITS BOITE (dim)	543.500	1.603.500
16. CEUPS POUDRE (dim)	213.750	641.250
	79.522.250	238.566.750
	K I L O S	

Donc TOTAL trimestriel à expédier à

P. Jean DUPONT - Procure Mission Catholique Sainte-Famille
MANGAI - Kwilu - République du Congo

par trimestre : en TONNES : * 79,522 (250)

TOTAL annuel à expédier à la même adresse

par année : en TONNES : 238,566 (750)

PROVINCE DU KONGO-CENTRAL

Ecoles pour garçons

<u>LOCALITE</u>	<u>DENOMINATION</u>	<u>NOMBRE ELEVES</u>	<u>JOUET</u>
KISANTU	Centre médico-ecolaire	150	270
KISANTU	Ecole profession. agricole	100	"
KISANTU	Collège moderne	250	"
LEMPU	Ecole burmale	250	"
LEMPU	Humanités classiques	300	"
LEMPU	Humanités classiques	150	"
LEOPOLDVILLE	Collège humanités	60	"
LEOPOLDVILLE	Ecole technique	50	"
LEOPOLDVILLE	Home Caritas	200	"
MBANZA MBOMA	Collège Humanités	200	"
KIMWENZA	Institut Philos.	35	"
MAYIDI	Ecole spéciale Vianney	120	"

Ecoles pour filles

KIMWENZA	Cycle d'Orientation	110	170
KIPAKO	Ecoles monitrices	175	"
KISANTU	Ecole pédagogique	200	"
KISANTU	Lycée Notre-Dame	150	"
LEMPU	Ecole monitrices	170	"
LEOPOLDVILLE	Lycée Sacré-Coeur	100	"
MBANZA MBOMA	Humanités classiques	115	"
MPSE	écoles pédagogique	100	"

GARÇONS	1.615
FILLES	1.120

TOTAL	2.735

ANNEXE IV

PROVINCE DU KWANGO

Ecoles pour garçons

<u>LOCALITES</u>	<u>DENOMINATION</u>	<u>NOMBRE D'ELEVES</u>	<u>JOURS</u>
KENGE	Ecole moyenne	200	270
DINGA	Cycle d'Orienta+ion	160	"
IMBELA	Ecole pédag.et Human.	260	"
KINGUNDA	Collège humanités	150	"
KITENDA	Cycle d'orientation	70	"
KALONDA	Collège humanités	130	"
MUKILA	Cycle d'orientation	80	"
PELENDE	Cycle d'orientation	70	"
KISANJI	Cycle d'orientation	85	"

Ecoles pour filles

MUKILA	Cycle orientation	70	270
NGOA	Cycle d'orientation	80	"
PELENDE	Ecole Monitrices	130	"
KIMBAU	Cycle orientation	70	"
KINGUNDA	Cycle orientation	70	"
KITENDA	Cycle orientation	70	"
KISANJI	Ecole monitrices	110	"
KAHEMBA	Cycle orientation	70	"

GARCONS 1.110

FILLES 670

TOTAL 1.780

PROVINCE DU KWILU

Ecoles pour garçons

<u>LOCALITE</u>	<u>DENOMINATION</u>	<u>NOMBRE ELEVES</u>	<u>JOURS</u>
KINZAMBI	Humanités classiques	125	270
KIKWIT R.D.	Humanités pédagogiques	235	"
KIKWIT	Humanités scientifiques	200	"
KINGUNGI	Moyennes pédagogiques	160	"
GUSQU	Moyennes pédagogiques	120	"
KINIATI	Humanités classiques	165	"
MAKUNGIKA	Hum. Scientif. Tech.com.	270	"
KINZAMBI	Techniques commerciales	170	"
LEVERVILLE-BOA	Techniques commerciales	170	"
YASA	Moyennes scientifiques	120	"
PINDI	Cycle orientation	160	"
KINGANDU	Cycle orientation	80	"
MASI-MANIMBA	Cycle orientation	80	"
DJUMA	Cycle orientation	80	"
KIKIMBO	Cycle orientation	80	"
TOTSHI	Cycle orientation	80	"
KIKWIT	Ecole profess. & Techn.	240	"
DJUMA	Ecole spécialisée	60	"
LABA	Moyennes pédagogiques	215	"
IDIOFA	Humanités classiques	180	"
MATEKO	Collège humanités	140	"
NGOSO	Humanités modernes	100	"
KILEMBE	Collège scientifique	100	"
NGSHIBANDA	Cycle orientation	100	"
IPAMU	Cycle orientation	80	"
NWILAMBONGO	Cycle orientation	80	"
LABA	Humanités classiques	110	"

TOTAL   2.705

ANNEXE VI

PROVINCE DU KWILU

Ecoles pour filles

<u>LOCALITES</u>	<u>DENOMINATION</u>	<u>NOMBRE ELEVES</u>	<u>JOUES</u>
KIKWIT	Hum. Classiques & Moyennes	125	270
KIKOMBO	Humanités pédagogiques	220	"
KIGANDU	Cycle orientation	80	"
TOTSHI	Cycle orientation	80	"
KINGUNGI	Moyennes pédagogiques	140	"
LEVERVILLE-SOA	Humanités pédagogiques	275	"
DJUMA	Modernes scientifiques	190	"
KIKWIT	Techn. commerciales	125	"
YASA	Cycle orientation	80	"
LUMBI	Ecole infirmières	90	"
PINDI	Cycle orientation	80	"
MATEBO	Cycle orientation	120	"
IDIOFA	Cycle orientation	60	"
KILEMBE	Cycle orientation	60	"
KWILAMBONGO	Moyennes pédagogiques	80	"
KWEMARE	Cycle orientation	60	"
TOTAL	2.105		

P. I. N. - P. I. N. - P. I. N.

En vue de vérifier la possibilité de faire passer l'aide du P. A. N. dans les régions fort éloignées des ports maritimes, nous proposons une zone complète soumise au Projet général, celle qui est située à l'Est du Congo et qui se situe dans les Provinces du Kivu Central, Kivu Nord, Mandala.

Cette zone est définie sur la carte ci-jointe.
 Cette zone est divisée en deux sections en fonction des points terminaux d'acheminement : la Section de Uvira-Bukavu-Goma et la Section de Kasongo-Kinshasa.

Toutes les autres considérations du Projet général restent identiques, les points suivants seuls sont modifiés :

III - Dispositif local d'application du Projet Pilote zone test B

Deux agents d'association privés installés, en fonction des deux centres de redistribution, assureront la réexpédition, le stockage momentané et la répartition locale.

Ce sont :

Pour la Section Uvira-Bukavu-Goma :

le Révérend Père Charles Lobost
 Inspecteur Général des Ecoles
 B.P. 152 - Bukavu (Kivu)
 République du Congo

Pour la Section Kasongo-Kinshasa :

le Révérend Père René Verhaeghe
 B.P. 105
 Inspecteur des Ecoles
 Kinshasa (Mandala) - République du Congo

II - Aide demandée au P. A. N.

- Le même type est le même que dans le Projet Général et le calcul des quantités se fait suivant les mêmes normes.
- Le port Maritime d'entrée sera exclusivement Matadi.
- Se reporter au II "Dispositif local" et aux "Annexes"

MAP REPRESENTING

Kasongo-Kindu Section and Uvira-Bukavu-Goma Section

(unreproducible by photocopy)

1. - Indiquer le nom des personnes auxquelles les lettres

seront adressées :

Toute la correspondance doit être adressée :

pour la Section Afrique-Congo

au Directeur M. Charles Loubet
P.O. 152
Léopoldville (Congo)
République du Congo

pour la Section Afrique-Inde

au Directeur M. René Verlaque
P.O. 105
Léopoldville (Congo)
République du Congo

Nombre d'élèves : Section : Uvira - Bukavu - Goma : 3.440

Section : Kasongo-Kinda : 810

Total : 4.250

Dans l'annexe III, les quantités sont calculées par durée, par trimestre (90 jours) et par année suivant la Section envisagée.

Dès le départ, on souhaiterait donc que les naissances soient marquées pour l'expédition en vue du centre de redistribution local.

R.F. Charles Lohet

R.F. 162

Bukavu (Riva)

République du Congo

pour la Section Uvira-Bukavu-Goma

R.F. René Verlaque

R.F. 105

Kindu (Maniema)

République du Congo

pour la Section Kasongo-Kindu

ANNEXE II A

CIVRA - BUKAVU - GOMA

Dénrées	Quantités par élève		Quantités globales : 340 élèves	
	Jour	Trimestre	Trimestre	Année
1. Thé	2	180	619.200	
2. Lait stérilisé	70	5.600	19.364.000	
3. Farine	200	16.000	61.920.000	
4. Oats	30	2.700	9.282.000	
5. Butter oil	40	3.600	12.364.000	
6. Poisson sec	100	4.500	15.480.000	
45 jours				
7. Viande	100	4.500	15.480.000	
8. Riz	25	2.250	7.740.000	
9. Fruits secs	20	1.800	6.192.000	
10. Sardines	75	6.750	23.220.000	
11. Sucre	30	2.700	9.282.000	
12. Fromage	10	0.900	3.096.000	
13. Dattes	10	0.900	3.096.000	
14. Lait condensé	10	0.900	3.096.000	
15. Fruits en boîtes	25	0.175	1.290.000	
16. Oeufs en boîtes	10	0.150	516.000	
GRAMMES			191.969.200	KILOS

Donc TOTAL TRIMESTRIEL A EXPEDIER AU

Révérend Père Charles Lohest
 B.P. 162
 Bukavu (Kivu)
 République du Congo

Par Trimestre : En Tonnes - 191,969 (240)

TOTAL ANNUEL A EXPEDIER A LA MEME ADRESSE

Par Année : En Tonnes - 575,907 (500)

BRASOPPO - KINSHASA

<u>Désignation</u>	<u>quantités par élève</u>		<u>quantités globales : ETC</u>	
	<u>Jour</u>	<u>Trimestre</u>	<u>Trimestre</u>	<u>Année</u>
1. Thé	2	180	145.900	
2. Lait condensé	70	5.600	4.535.000	
3. Farine	200	16.000	14.580.000	
4. Oats	30	2.700	2.187.000	
5. Butter Oil	40	3.600	2.915.000	
6. Poisson sec				
45 jours	100	4.500	3.645.000	
7. Viande				
45 jours	100	4.500	3.645.000	
8. Riz	25	2.250	1.822.500	
9. Fruits secs	20	1.800	1.458.000	
10. Sardines	75	6.750	5.467.500	
11. Sucre	30	2.700	2.187.000	
12. Fromage	10	0.900	729.000	
13. Dattes	10	0.900	729.000	
14. Lait condensé	10	0.900	729.000	
15. Fruits en boîte	25	0.375	303.750	
16. Ouf's poudre	10	0.150	121.500	
TOTAL :		42.202.050	42.202.050	ETC

Dont T O T A L T R I M E S T R I E L A K I N S H A S A

- R.P. Nord Verlainne
- R.P. 105
- Kinshasa (Mandela)
- République du Congo

Par Trimestre : En Tonnes : 42,202 (050)

T O T A L A N N U E L A K I N S H A S A LA MISE A DISPOSITION

Par Année : En Tonnes : 135,606 (150)

SECTION : UVIRA - BUKAVU - COHA

ECOLE POUR GARÇONS

<u>Localités</u>	<u>Département</u>	<u>Nombre d'élèves</u>	<u>Genre</u>
Uvira	Cycle d'orientation	30	270
Kalambo	Ecole Novateurs	150	"
Munguabe	Cycle d'orientation	185	"
Rugari	Annuaire classiques	200	"
Jonbe	Ecole Moyenne Pédagogique	320	"
Lobandara	Ecole Moyenne Pédagogique	350	"
Nyangesi	Grande annuaire	450	"
Rugari	Annuaire classiques	290	"
Kalambo	Ecole Novateurs	250	"
Bukavu	Collège secondaire St-Paul	225	"
Bukavu	Collège secondaire Notre-Dame	275	"
Bukavu	Ecole Polytechnique	350	"
		2.990	

ECOLE POUR FILLES

Rugari	Ecole moyenne pédagogique	30
Nyangesi	Institut St-Paul	120
Bukavu	Ecole novateurs	180
Jonbe	Collège Notre-Dame	60
Jonbe	Ecole moyenne pédagogique	80
		450

Total : Garçons	2.990
Filles	450
	3.440

Section : SA 015 - SA 016

TABLE NO 1 SA 015

<u>Localité</u>	<u>Dénomination</u>	<u>Superficie (ha)</u>	<u>Notes</u>
Enchaga	Forêt de 1 ^{er} ordre	120	270
Shabana	Forêt de 2 ^e ordre	120	
Encha	Forêt de 3 ^e ordre	120	
Enchaga	Forêt de 4 ^e ordre	70	
		510	

TABLE NO 2 SA 016

Encha	Forêt de 1 ^{er} ordre	55	
Shabana	Forêt de 2 ^e ordre	100	
Encha	Forêt de 3 ^e ordre	35	
		200	

SA 015 : Forêt	110
SA 016 : Forêt	200
	310

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL



PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

WORLD FOOD PROGRAM

Please quote: 3/1 - Congo
Référence:
Sirvase citar:

Via delle Terme di Caracalla
ROME

Tel. 5797
Cable Address: FOODAGRI, ROME
Tel. 590011 - 590211 - 590077
Telex: 61181 FOODAGRI

TAB - Representative. ✓

DEC. 1 1 1963

Monsieur le Secrétaire-Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 21 Novembre 1963 adressée au Directeur Général de la FAO concernant la contribution de la République du Congo au Programme Alimentaire Mondial pour une somme de 1000 dollars des Etats-Unis.

Cette contribution est doublement appréciée, non seulement pour sa valeur intrinsèque, mais encore parce qu'elle représente un gage de solidarité avec les autres Gouvernements qui contribuent à notre programme multilatéral d'aide alimentaire.

Je désire joindre mes remerciements à ceux que Monsieur Boerma a exprimés dans sa lettre du 21 Novembre dernier, adressée à son Excellence le Ministre de l'Agriculture.

Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire-Général, à l'assurance de ma considération distinguée.

Thomas C.M. Robinson
Directeur
Division des Opérations du Programme.

Mr. P. Lebughe,
Secrétaire-Général
Ministère de l'Agriculture du
Gouvernement Central
B.P. 8722
Léopoldville
République du Congo.

DEC 16 1963

INFO. COPY

Action To.....

File No.....

SZ/nw

CIVOPS/1412/63

18 October 1963

To: Mr. David Owen, Executive Chairman, Technical Assistance Board

From: S. Habib Ahmed, Resident Representative, Technical Assistance Board

Subject: World Food Programme

In response to your circular TAB/CM/FIELD/420 of 9 October 1963, I should like to inform you that this Office does not, at present, expect to incur in 1964 any significant and identifiable costs in respect of the World Food Programme. It is possible that some project requests may be forthcoming in the course of 1964, in which event the cost of miscellaneous services associated with them will be absorbed within the resources of this Office.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL



PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

WORLD FOOD PROGRAM

Please quote:
Référence:
Skrvase citat:

WFP/RR 1

Via delle Terme di Caracalla

ROME

in Brooks 222

Tel. 5787

Cable Address: FOODAGRI, ROME

~~Tel. 590011 - 590211 - 590711~~

Telex: 61181 FOODAGRI

25 November 1963

WORLD FOOD PROGRAM NEWS

...

Enclosed herewith are four copies of the first issue of the World Food Program News. It is intended to issue the News at quarterly intervals.

The major purpose of this publication is to inform Member Governments of the United Nations and FAO of the activities and progress of the Program. The Executive Director would, therefore, greatly appreciate it if Resident Representatives could distribute the attached copies to the government agencies most directly concerned with the Program. In addition, one copy might usefully be sent to the Ministry of Foreign Affairs.

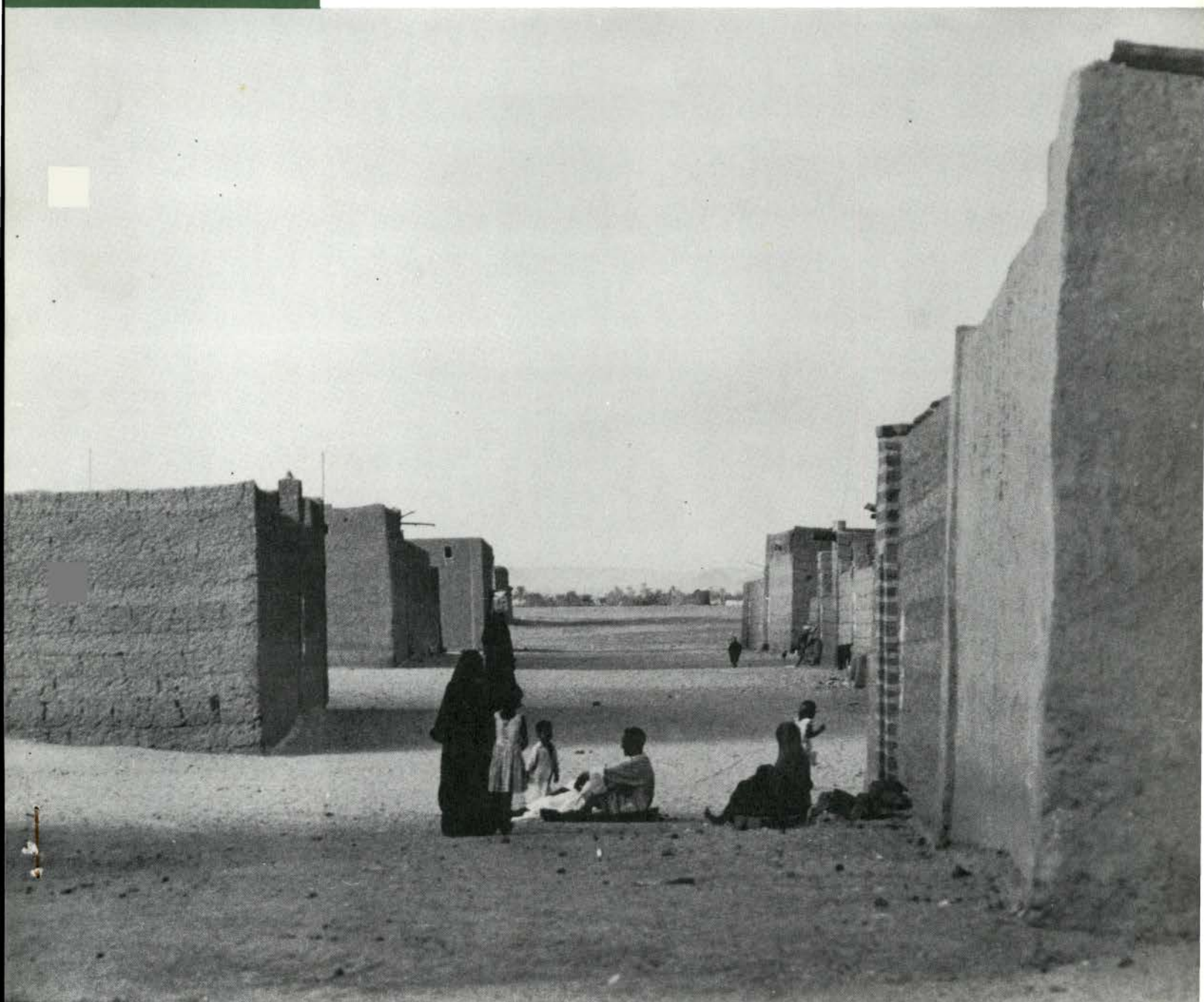
If additional copies of the publication are required, these may be obtained on request from our Division of External Relations and General Affairs.



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

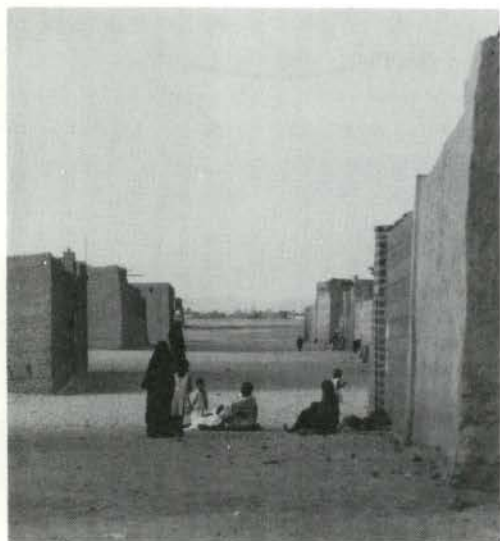
BULLETIN

Octobre 1963



PUBLIE PAR LE SECRETARIAT DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

VIALE DELLE TERME DI CARACALLA ROMA-ITALY



Une rue de Halfa, Soudan, qui sera bientôt submergée par les eaux du barrage d'Assouan. Le PAM fournira des denrées alimentaires aux 50 000 habitants pour les aider à se réinstaller à Khashm-El-Girba.

AVANT - PROPOS

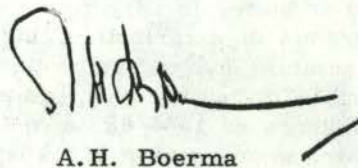
Les Représentants résidents du Bureau de l'assistance technique des Nations Unies ont signé avec des gouvernements, pour le compte du Programme alimentaire mondial, sept accords relatifs à des projets de développement économique et social. Les premières expéditions de denrées alimentaires fournies par le PAM pour certains de ces projets sont arrivées à destination et d'autres sont en route.

Certaines opérations de secours d'urgence entreprises par le PAM dans plusieurs pays ont pris fin il y a quelque temps, mais la mise en oeuvre du Programme a maintenant commencé aussi dans le domaine d'action le plus important, à savoir l'aide en faveur du développement économique et social. Dans les pays où les denrées fournies au titre du Programme seront prochainement utilisées pour des projets de développement, des fonctionnaires détachés par le PAM ont aidé les gouvernements à achever leurs préparatifs en vue de l'exécution des projets.

Au cours des cinq derniers mois, les demandes d'assistance aux fins de projets de développement économique et social se sont multipliées. Ces demandes, dont le nombre approche de la centaine, donnent une idée de l'orientation future des activités au titre du Programme, ainsi que du type de projets intéressant le développement économique et social pour lesquels une aide alimentaire semble constituer un instrument idéal, tandis que par ailleurs son utilisation suppose réunis une série d'autres éléments. Ces questions feront l'objet de débats importants lors de la quatrième session du Comité intergouvernemental ONU/FAO qui doit avoir lieu en novembre.

L'essor rapide des activités nous incite à faire paraître les NOUVELLES DU PAM, publication destinée non seulement à tenir les gouvernements au courant des activités dans l'intervalle des sessions du CIG, mais aussi, nous l'espérons, à établir un contact plus suivi avec les membres de l'ONU et de la FAO, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'intéressent activement au Programme.

Dans les numéros ultérieurs des NOUVELLES, nous rendrons compte du déroulement du Programme et des faits nouveaux qui se seront produits. A mesure que progressera l'exécution des projets qui reposent sur l'aide alimentaire fournie par le PAM, nous espérons pouvoir traiter également dans les NOUVELLES de l'aspect humain du Programme; c'est bien en effet l'influence qu'aura eue le PAM sur l'existence et le progrès économique des populations qu'il nous faudra évaluer à la fin de 1965.



A.H. Boerma

Rome, octobre 1963

APPUI DONNE AU PROGRAMME

PROMESSES DE CONTRIBUTIONS



Maïs expédié au titre de la contribution des Etats-Unis au PAM, pour venir en aide aux victimes de l'éruption volcanique à Bali. Transbordement à Saïgon.

Les Gouvernements du Dahomey, de la Côte-d'Ivoire, de la Libye, du Koweït, de la Malaisie et de la Tunisie ont promis des contributions au Programme, ce qui porte à 55 le nombre des pays donateurs; les contributions promises s'élèvent à présent, à près de 90 millions de dollars.

La composition des contributions promises sous forme de produits ne s'est guère modifiée et il y a toujours pénurie de trois produits de base: riz, sucre et légumineuses.

D'une projection relative à l'utilisation de la totalité des produits disponibles, il ressort que le montant en espèces nécessaire au transport de ces denrées dépassera sans doute les ressources d'environ 1 million de dollars, compte tenu, d'une part, du fret promis à titre de contribution au Programme et, d'autre part, des dépenses relatives aux services techniques et administratifs.

RESOLUTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil économique et social des Nations Unies a adopté le 30 juillet 1963 la Résolution No 971 (XXXVI) par laquelle il "fait appel aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécia-

lisées qui n'ont pas encore annoncé de contributions au Programme pour qu'ils fassent de telles annonces de contributions, si possible en espèces, afin que l'objectif de 100 millions de dollars puisse être atteint".

Par suite, le Directeur exécutif, dans un appel adressé aux gouvernements qui n'ont pas encore promis de contribution, a fait état de la Résolution précitée en faisant ressortir qu'à la cadence actuelle des engagements, la quasi-totalité des ressources disponibles aura été affectée bien avant le milieu de 1964, exception faite des quantités de produit à réserver pour des opérations d'urgence en 1964/65, et qu'en outre il est à craindre que les ressources en espèces soient insuffisantes pour couvrir le transport de la totalité des produits disponibles.

Sur proposition du Directeur exécutif, le Conseil économique et social a en outre recommandé que l'Assemblée générale reporte à sa vingtième session l'examen général du Programme prévu pour sa dix-neuvième session; un certain nombre de projets de développement économique et social seront alors en cours d'exécution, ce qui ajoutera à l'utilité de l'examen.

LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES MANIFESTENT LEUR APPUI AU PAM

La question du PAM figurait à l'ordre du jour de la treizième Conférence générale de la Fédération internationale des producteurs agricoles, qui a eu lieu à Dublin. Après avoir entendu un exposé du Directeur exécutif sur les faits intervenus depuis la mise en train du Programme, la Fédération a notamment recommandé: qu'il était maintenant opportun de commencer à établir des plans pour la prochaine phase du PAM, de façon à en assurer la continuité à l'expiration de la période initiale; qu'il conviendrait d'accroître les ressources du Programme

et de ménager plus de souplesse dans l'utilisation des contributions en produits, espèces et services. Enfin elle a exprimé le vœu que les Conseils des accords internationaux sur les produits travaillent en liaison étroite avec le PAM. Cette coopération permettrait de faire en sorte que les fournitures de diverses denrées alimentaires correspondent le plus possible aux besoins des pays bénéficiaires.

CONGRES MONDIAL DE L'ALIMENTATION

Le Programme alimentaire mondial a fait l'objet de débats dans plusieurs commissions qui lui ont donné leur plein appui et qui ont instamment invité les pays développés et les pays en voie de développement à faire tout leur possible pour que les promesses de contributions au PAM atteignent rapidement l'objectif fixé de 100 millions de dollars.

La Commission économique s'est déclarée convaincue que le développement économique et social résultant de l'utilisation des excédents alimentaires peut se traduire par un élargissement des marchés.

Dans leur déclaration finale, adoptée par le Congrès mondial de l'alimentation, les participants ont recommandé vivement d'étendre et d'améliorer l'utilisation des excédents alimentaires aux fins du développement économique et social en vue de parvenir à une répartition plus équitable des richesses mondiales.

ACTIVITES DU SECRETARIAT

Après une phase d'exploration et de consultations, le Secrétariat du PAM est passé au stade de l'exécution, le nombre des demandes officielles d'assistance pour l'exécution de projets intéressant le développement économique et social ayant triplé depuis le mois de mai.

Le Directeur exécutif, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, a approuvé trois nouveaux projets soumis par les gouvernements de Bolivie, de l'Inde et du Népal, ce qui porte à neuf le nombre total des projets de développement économique et social approuvés par le CIG et par le Directeur exécutif.

Les Représentants résidents du Bureau de l'assistance technique des Nations Unies ont signé, au nom du Directeur exécutif, des accords opérationnels avec les gouvernements de Bolivie, du Maroc, du Soudan, de la Syrie, du Tanganyika et de la R.A.U. pour sept des neuf projets approuvés au titre du développement économique et social. Les accords relatifs au projet de l'Inde et à celui du Népal vont être signés prochainement.

Les calamités naturelles, récemment survenues au Pakistan et en Syrie, ont donné lieu à des nouvelles opérations de secours du PAM, ce qui porte à neuf le nombre total de ces opérations, depuis la mise en oeuvre du Programme. Des secours d'urgence destinés à venir en aide aux victimes du cyclone Flora viennent d'être demandés par Tobago, Haïti et Cuba.

Poisson séché arrivant de l'Inde pour être distribué, comme secours d'urgence du PAM, aux victimes du cyclone qui a ravagé Chittagong, au Pakistan oriental.



PROJETS INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Au 30 septembre, le Secrétariat avait reçu, au total, 85 demandes officielles pour des projets intéressant le développement économique et social; ces demandes, qui émanent des gouvernements de 37 pays, se répartissent comme suit entre les quatre principales régions du monde:

Afrique	21
Asie	33
Amérique latine	17
Europe	14

Elles couvrent une gamme très variée d'activités, mais celles qui concernent l'agriculture et les secteurs connexes continuent de prédominer. Dans le domaine agricole, les projets relatifs à la colonisation agraire sont en majorité; viennent ensuite ceux qui ont pour but d'encourager l'élevage.

PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIVITE

a. Programmes d'alimentation scolaire et autres programmes spéciaux d'alimentation		17
b. Développement économique et social		79
agriculture et secteurs connexes	50	
développement communautaire	8	
construction de routes et autres travaux publics	10	
logement et urbanisme	3	
industrie et mines	8	
		<u>96*</u>

* Certains des 85 projets effectivement soumis au PAM couvrent plusieurs domaines d'activités, ce qui explique pourquoi le total ci-dessus est supérieur à ce chiffre.

Afin de soutenir les efforts du PAM visant à assurer un meilleur équilibre entre les projets agricoles et les autres projets, en particulier ceux qui intéressent les transports et l'industrie, les Nations Unies ont désigné un deuxième chargé de la liaison auprès du PAM, qui a récemment étudié, avec les gouvernements de plusieurs pays, la possibilité de mettre en oeuvre des projets de ce type.

Le coût total des produits nécessaires à l'exécution des 85 projets officiellement soumis est estimé à 44 millions de dollars, et les dépenses totales du PAM au titre de ces projets, à 56 millions de dollars.

NOUVEAUX PROJETS APPROUVES PAR LE DIRECTEUR EXECUTIF

FORMATION D'INSTITUTEURS RURAUX EN BOLIVIE

La Bolivie a besoin d'un plus grand nombre d'instituteurs, surtout dans les régions rurales. Pour relever le niveau de l'enseignement rural en augmentant le nombre des instituteurs qualifiés, le gouvernement a demandé l'assistance du PAM pour lui permettre d'élargir le recrutement des élèves-maîtres dans les dix écoles normales rurales du pays. Dans le cadre du plan envisagé, les inscriptions scolaires passeront ainsi de 2 339 en 1963 à 3 095 en 1964 et atteindront 3 493 en 1965. Un expert en matière d'enseignement rural, détaché par l'UNESCO, collabore à ce programme.

Le PAM fournira les produits suivants: blé (745 tonnes), lait entier en poudre (76 tonnes), viande en conserve (94 tonnes), poisson séché (48 tonnes), fromage (20 tonnes), lentilles (48 tonnes), beurre liquide fondu (89 tonnes), oeufs en poudre (20 tonnes) et fruits secs (188 tonnes). Le PAM procurera ainsi les aliments de base de 3 repas quotidiens; de plus, pour assurer aux élèves-maîtres un régime équilibré, le gouvernement fournira de son côté des fruits et des légumes frais indigènes.

Coût de l'assistance du PAM:

Produits alimentaires:	359 862 dollars
Total: (y compris fret et assurance)	514 974 dollars

AMELIORATION DES ALIMENTS DE LA VOLAILLE POUR FACILITER LA MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME D'AVICULTURE INTENSIVE EN INDE

Dans le cadre de son programme national d'aviculture intensive, le gouvernement de l'Inde crée des centres spécialisés dans la fabrication et la distribution des aliments de la volaille. L'amélioration de ces aliments contribuera à accroître la production d'oeufs et de volaille et permettra ainsi de relever la consommation humaine de protéines animales actuellement insuffisante dans de nombreuses régions de l'Inde. Le projet PAM de Babugarh, Etat de Uttar Pradesh, fait partie de ce programme national.

Le PAM fournira 2 000 tonnes de maïs qui seront moulues et mélangées avec d'autres ingrédients à la station avicole mécanisée de Babugarh. Celle-ci vendra l'aliment équilibré obtenu à quelque 500 aviculteurs des villages environnants et utilisera le produit des ventes pour acheter des quantités supplémentaires de maïs qui permettront d'assurer la continuation et l'expansion du projet lorsque l'aide du PAM prendra fin en 1965.

L'aide fournie par le PAM a pour objectif à long terme de démontrer les avantages que comporte l'utilisation d'aliments bien équilibrés, et de stimuler ainsi la demande et la production locales de maïs pour la fabrication d'aliments de la volaille.

Un expert de la FAO en matière d'aviculture sera étroitement associé à la mise en oeuvre du projet et le Comité australien de la Campagne contre la faim fournit les fonds pour l'achat de couveuses artificielles, d'éleveuses, de mélangeurs pour la préparation des aliments, et de matériel pour le conditionnement des oeufs et de la volaille en vue de leur commercialisation.

Coût des aliments fournis par le PAM:	\$ 100 000
Coût total:	\$ 171 900
(y compris le fret et l'assurance)	

INTRODUCTION DE "TONED MILK" DANS LA VALLEE DE KATHMANDOU AU NEPAL

Dans la vallée de Kathmandou, le lait est produit dans des petits villages très dispersés et l'insuffisance du réseau routier rend très ardue la collecte du lait frais. En outre, la faiblesse de la production pendant la saison sèche constitue un obstacle supplémentaire à la distribution du lait aux habitants de la vallée.

Pour améliorer la collecte du lait, le Gouvernement crée actuellement à Bhadgaon un centre de réfrigération et de stockage d'une capacité de 3 000 litres. Le centre sera approvisionné en lait frais par 10 petites stations de collecte situées dans les villages les plus proches.

Pour remédier à la pénurie saisonnière de lait, le Gouvernement a demandé au PAM de fournir 100 tonnes de lait écrémé en poudre qui sera mélangé avec du lait local. Le "toned milk" ainsi obtenu sera stocké et vendu pendant la saison sèche, ce qui aura également pour avantage de contribuer à la stabilisation du prix du lait. Le produit des ventes servira à la continuation et à l'expansion du projet.

Un expert suisse de la FAO en matière de produits laitiers qui a une longue expérience du Népal participe à l'exécution de ce projet.

Coût du lait fourni par le PAM	\$ 30 000
Coût total:	\$ 37 500
(Y compris le fret et l'assurance)	

LES REPRESENTANTS RESIDENTS DU BAT SIGNENT DES ACCORDS EN VUE DE LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS APPROUVES

Outre l'accord sur le projet de formation des instituteurs ruraux en Bolivie signé le 30 juillet 1963. (voir page 4), les Représentants résidents du BAT ont conclu des accords pour six projets; pour certains de ces projets les premières expéditions de denrées alimentaires du PAM sont déjà parvenues à destination. On passera prochainement au stade de l'exécution.

Pour ces sept projets, le PAM fournira au total 74 927 tonnes de produits (blé, orge, avoine, maïs, lentilles, haricots, lait entier et lait écrémé en poudre, huiles comestibles, beurre et beurre fondu liquide, fromage, viande en boîte, poisson séché ou en boîte, poudre d'oeuf, fruits en boîte ou séchés et thé).

REINSTALLATION DES NOMADES ET AMELIORATION DE L'ELEVAGE DANS LA REPUBLIQUE ARABE UNIE

Le projet de réinstallation de nomades et d'amélioration de l'élevage dans la République arabe unie (accord signé le 6 juillet 1963), est le plus important des sept projets en ce qui concerne la valeur des produits livrés par le PAM, qui fournira 40 000 tonnes d'orge comme réserve de fourrage pour les ovins pendant la saison sèche.

Afin d'aider les nomades au cours des premières phases de leur réinstallation et pendant les saisons où les activités agricoles et connexes sont réduites, le PAM fournira 617 tonnes de produits alimentaires (boeuf en boîtes, poisson séché, huiles comestibles, fromage, fruits séchés, thé et lait en poudre).

Coût du fourrage et des denrées alimentaires: \$ 2 800 000

Coût total pour le PAM: \$ 3 409 800

REINSTALLATION DES HABITANTS DE WADI HALFA A KHASHM-EL-GIRBA, SOUDAN

Le barrage d'Assouan, sous les eaux duquel Wadi Halfa sera immergé à plus de 10 mètres, est terminé et les préparatifs pour le déplacement et la réinstallation des 50 000 habitants de la localité sont en voie d'achèvement.



Une jeune mère soudanaise sourit à la perspective de la vie nouvelle qui l'attend à Khashm-El-Girba.

L'accord avec le gouvernement du Soudan a été signé le 30 juin 1963. Au titre de ce projet, qui a été approuvé par le CIG à sa troisième session, le PAM fournira 5 290 tonnes de produits destinés à assurer la nourriture des habitants pendant le déplacement de 1 300 km et leur venir en aide jusqu'au moment où les nouvelles terres seront en état de produire. Le gouvernement fournira aux agriculteurs les outils agricoles, les semences et les moyens nécessaires pour effectuer leurs travaux au début de l'installation.

Coût des denrées alimentaires fournies par le PAM: \$ 763 810

Coût total pour le PAM: \$1 million de dollars

PROJETS DE COLONISATION AGRAIRE DESTINES A FOURNIR DU TRAVAIL AUX HABITANTS SOUS-EMPLOYES DE LA BOLIVIE ET DU TANGANYIKA

Afin de procurer du travail aux habitants sous-employés des zones urbaines surpeuplées et des régions où la fermeture de certaines industries a entraîné un chômage important, les Gouvernements de la Bolivie et du Tanganyika entreprennent la mise en oeuvre de projets de colonisation sur des terres jusqu'ici incultes, où les nouveaux venus pourront gagner de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. La mise en valeur et la culture des nouvelles terres permettront non seulement de créer de l'emploi, mais aussi d'accélérer le développement économique des deux pays.

Les produits fournis par le PAM serviront à subvenir aux besoins alimentaires des colons pendant la première phase de leur installation, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de tirer des ressources suffisantes de leurs terres.

Aux termes de l'accord signé le 30 juillet 1963 avec le Gouvernement de la Bolivie, le PAM fournira 9 483 tonnes de produits. L'accord conclu le 27 juin 1963 avec le gouvernement du Tanyanyika prévoit la fourniture de 2 139 tonnes de produits.

<u>Coût des projets</u>	<u>Denrées alimentaires</u>	<u>Coût total pour le PAM y compris le fret et l'assurance</u>
Bolivie	\$ 1 714 000	\$ 2 537 000
Tanganyika	\$ 258 000	\$ 332 600

MISE EN VALEUR DES TERRES AU MAROC

Afin d'améliorer les conditions de la vie rurale et d'accroître la production agricole dans le Rif occidental, le Gouvernement marocain entreprend la mise en oeuvre d'un projet de développement agraire avec l'aide de la FAO et du Fond spécial des Nations Unies. Il a demandé l'aide du PAM pour l'exécution de ce projet.

Aux termes de l'accord signé le 20 juillet 1963, le PAM fournira 6 062 tonnes de denrées alimentaires; elles serviront à rémunérer partiellement les petits exploitants qui, pendant les périodes d'activité agricole réduite, sont employés à des travaux nécessitant une forte densité de main-d'oeuvre, tels que conservation des sols, plantations d'arbres, irrigation et construction de routes.

Outre l'amélioration des conditions de vie rurales qui constitue son objectif immédiat, ce Programme est destiné, à long terme, à transformer l'agriculture par le reboisement des régions montagneuses, le remplacement des cultures annuelles par des cultures permanentes sur les versants et l'accroissement du rendement des cultures annuelles.

Coûts des denrées alimentaires fournies pour le PAM:	\$ 478 000
Coût total pour le PAM:	\$ 580 000

OPERATIONS D'URGENCE EFFECTUEES POUR LE PAM

Le PAM ayant reçu des demandes de secours d'urgence pour les victimes des récents désastres survenus au Pakistan et en Syrie, le nombre de ses opérations d'urgence s'élève à neuf. A ce titre, le PAM a promis ou expédié 59 340 tonnes de produits alimentaires dont le coût total est de 6 248 494 dollars, y compris le fret et l'assurance.

Pour venir en aide au Pakistan oriental, où un cyclone accompagné d'un ras de marée a fait des milliers de sans-abri, le PAM a expédié 750 tonnes de produits comprenant notamment du lait entier en poudre d'Irlande et du poisson séché de l'Inde et du Canada.

Le PAM a fourni, grâce à la contribution de la France, 5 000 tonnes de blé, ou d'équivalent en farine, aux victimes des récentes inondations en Syrie qui ont endommagé les terres arables et détruit des villages.

Un membre du Secrétariat du PAM s'est rendu en Yougoslavie peu après la destruction de la ville de Skopje par un tremblement de terre. A la suite de ses observations et des entretiens qu'il a eus avec le gouvernement, le Représentant résident du BAT et d'autres personnalités, il a estimé que les denrées alimentaires disponibles par ailleurs étaient suffisantes pour apporter un secours immédiat aux victimes. Toutefois, le Gouvernement yougoslave a demandé au PAM de l'aider à mettre en oeuvre un projet de relèvement et de reconstruction qui sera soumis au Comité intergouvernemental ONU/FAO pour approbation.

CYCLONE FLORA

Le PAM a reçu des demandes de secours d'urgence en faveur des victimes du cyclone Flora qui a dévasté les îles de Cuba, Haïti et Tobago.

En ce qui concerne Tobago, le Directeur général de la FAO et le Directeur exécutif du PAM ont approuvé l'envoi de 2 000 tonnes de denrées alimentaires.

On évalue actuellement l'importance des denrées alimentaires nécessaires pour apporter un secours d'urgence aux victimes du désastre à Haïti et à Cuba.